Pour une fonction d'examen plus efficace

Rapport présenté au Parlement
par le président du Conseil du Trésor

1995

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1995
N° de catalogue BT 1-10/1995
ISBN 0-662-62083-6

Publié par la
Direction de la planification et des communications
Conseil du Trésor du Canada, Secrétariat
Novembre 1995

Ce document est disponible en d'autres médias substituts et
en format Adobe Acrobat sur l'Internet à l'adresse suivante :
http://www.tbs-sct.gc.ca/

L'examen des programmes - Plan budgétaire de 1995

«Il avait comme principal objectif l'examen de tous les programmes fédéraux pour assurer la prestation la plus efficace et la plus efficiente des programmes et services appropriés au rôle du gouvernement fédéral au sein de la fédération canadienne.» (page 36)

Pour la création d'emplois, Pour la relance économique, Le plan d'action libéral pour le Canada, 1993

«... les efforts de l'État doivent être suivis de résultats. ...il faut mesurer les effets que produisent à long terme nos politiques et nos programmes. Voilà pourquoi nous mettons l'accent sur l'évaluation, l'innovation et la recherche de formules idéales.» (pages 9 et 10)

Le respect de nos engagements :

Message du président du Conseil du Trésor

Le gouvernement s'est engagé à fournir des résultats aux contribuables canadiens. Pour améliorer les mécanismes de prestation des services et d'exécution des programmes, la fonction publique fédérale doit abandonner la culture de gestion axée sur le respect des règles et des procédés pour adopter un mode de fonctionnement qui met l'accent sur l'innovation et les résultats.

Le changement des mentalités et des façons de procéder au travail est un processus à long terme.

Toutefois, on ne peut améliorer le mode de fonctionnement de l'État sans avoir au préalable une bonne idée de son efficacité actuelle. Or, pour savoir ce qui fonctionne ou pas, il faut avoir à sa disposition des données crédibles sur le rendement. Un examen ciblé sur les services offerts aux Canadiens permet de s'assurer que les programmes atteignent leurs objectifs et répondent aux besoins des personnes auxquelles ils s'adressent.

Je considère l'examen comme un ensemble de méthodes visant à trouver des réponses à des questions primordiales, du genre : comment s'y prend-on, et peut-on faire mieux? Il est bien évident qu'il faut appliquer les méthodes qui conviennent à la nature du travail à accomplir. Il faut apprendre aux gestionnaires à utiliser les résultats, mais il faut également mettre en place les bons moyens d'encourager l'apprentissage continu. C'est là qu'interviennent les activités d'examen et nos initiatives concernant la qualité des services, car elles tracent la voie d'un changement positif.

Le gouvernement doit rendre compte aux citoyens de ce pays, d'où l'importance de fournir des données sur le rendement au Parlement, aux gestionnaires ministériels et aux organismes centraux.

L'examen, ce n'est plus seulement une analyse des projets et des programmes réalisés. La collecte, l'analyse et l'utilisation de données sur le rendement doivent faire partie intégrante de la gestion à tous les échelons de l'administration fédérale. Par exemple, le nouveau Système de gestion des dépenses exige que les ministères précisent leurs objectifs, ainsi que la façon dont ils entendent mesurer les résultats et en rendre compte. Des activités d'examen efficaces présentent des avantages, dont des programmes plus abordables et mieux adaptés aux besoins, ainsi qu'une meilleure compréhension, par le public, des réalisations du gouvernement. En outre, nous étudions de meilleures façons de fournir des données sur le rendement au Parlement. Ce sont là des étapes sur la voie de l'amélioration du fonctionnement de l'État.

Ce rapport brosse un tableau des méthodes d'examen utilisées au sein de l'administration fédérale, des données sur le rendement qui sont disponibles et des améliorations qui doivent être apportées.

La tâche à accomplir exige la participation active des ministères et des organismes fédéraux, ainsi qu'un regain d'intérêt de la part des parlementaires et du public à l'égard des données sur le rendement. Elle s'inscrit dans notre engagement de repenser le rôle de l'État.

Art Eggleton

Pour une fonction d’examen plus efficace

TABLE DES MATIÈRES

1. Principaux messages **1**
1.1 Contexte 1
1.2 Principales constatations 1
1.3 Mesures essentielles 2

2. Constatations et plan d’action **2**
2.1 Un engagement clair en faveur des résultats 2
2.2 Une meilleure gestion de la mesure des résultats 4
2.3 Une meilleure communication du rendement 4
2.4 Mesures additionnelles pour renforcer les activités d’examen et la gestion axée sur les résultats 5

3. Un engagement clair en faveur des résultats **6**
3.1 Les attentes 6
3.2 Le rendement 7

4. La mesure des résultats **10**
4.1 Les attentes 10
4.2 Les procédés actuels 11

5. Examens effectués et résultats connus **14**
5.1 Les attentes 14
5.2 Le rendement 14

Annexe A - Méthodes **20**

Annexe B - Groupe consultatif de l'extérieur **21**

Annexe C - Principaux examens **22**

1. Principaux messages

1.1 Contexte

Nous voulons créer une philosophie de gestion qui soit fondée sur les faits, axée sur les résultats, transparente et conforme aux principes de responsabilisation. La règle de droit, les processus démocratiques, ainsi que la prestation efficace de biens et de services aux citoyens sont le fondement même d'une bonne gestion publique. Le défi pour le gouvernement actuel consiste à réduire le déficit, à maintenir en vigueur les meilleurs programmes, règlements et services pour soutenir notre économie, à protéger notre environnement et à offrir un filet de sécurité sociale essentiel. Les gouvernements doivent travailler ensemble pour en arriver à des arrangements qui conduiront à une prestation plus efficace et plus abordable des services et des programmes.

Pour ce faire, nous avons adopté les principes de la qualité des services, de la gestion axée sur les résultats et de l'apprentissage continu. En d'autres termes, le gouvernement est déterminé à :

- cerner les résultats qu'il veut obtenir;
- donner aux gestionnaires les ressources, les outils, les renseignements et l'orientation leur permettant d'obtenir ces résultats; et
- mesurer et justifier les résultats réellement obtenus.

Les changements qui s'imposent pour respecter ces engagements exigent des efforts soutenus et vigoureux. Nous devons travailler afin de répondre aux attentes du public à l'effet que les programmes mettront l'accent sur les clients et que les services seront fournis avec efficience.

Il importe que l'examen soit ciblé sur les résultats. La combinaison de l'examen et du jugement des gestionnaires produit les analyses et la compétence nécessaires à la définition de résultats pertinents. L'examen permet non seulement d'évaluer les coûts et les avantages de diverses options, et d'établir des points de repère pratiques, mais de valoriser les tâches accomplies avec succès.

Les données recueillies lors de l'examen servent à prendre des décisions, au sein du gouvernement, au sujet des programmes qu'il faut maintenir en vigueur, sur la façon de s'y prendre pour offrir des services efficaces à moindre coût et sur la meilleure façon d'en rendre compte au Parlement et au public. L'examen constitue un investissement au profit de la prestation efficace de services et d'un gouvernement responsable. Des vérificateurs internes et des évaluateurs compétents sont une composante clé de cet investissement.

Le présent rapport, présenté par le président du Conseil du Trésor, a pour objet de décrire la façon dont le gouvernement gère, utilise et renforce les activités d'examen[1].

1.2 Principales constatations

Bien des choses ont été accomplies au cours des deux dernières années pour renforcer l'accent mis sur les résultats et l'examen des programmes et des activités. Parmi les principales réalisations, citons :

- ***l'examen des programmes***, entrepris à l'échelle de la fonction publique, qui a permis d'examiner tous les programmes sur les plans du besoin, des coûts et de l'efficience, de prendre d'importantes déci-

[1] Réponse du gouvernement au sixième rapport du Comité permanent des comptes publics. Ce rapport est fondé sur des recherches externes, des consultations, les renseignements obtenus auprès des ministères et les analyses statistiques effectuées à partir de la base de données sur l'examen et le rendement du gouvernement. Un groupe de conseillers de l'extérieur a étudié l'approche de notre recherche et revu la version préliminaire de ce rapport. Une liste des membres du groupe en question figure à l'annexe B.

sions dans le budget de 1995 et de cerner les changements mis en oeuvre actuellement par les ministères;

- la mesure et l'examen du rendement ont été davantage intégrés dans le nouveau système de gestion des dépenses, le processus d'élaboration des politiques et la prestation des programmes;

- un vaste examen des programmes, des opérations et des activités a été mené; il existe désormais une base importante de données sur le rendement et les activités d'examen; des initiatives sont en cours dans de nombreux ministères afin de renforcer cette capacité d'examen.

1.3 Mesures essentielles

En prévision du prochain exercice, les principales mesures visant à renforcer les activités d'examen sont les suivantes :

- ***Un engagement clair en faveur des résultats :*** Le gouvernement définira les résultats qu'il veut obtenir au moyen de ses programmes et de ses politiques, grâce aux initiatives des plans d'activités, des normes de service et des services de qualité.

- ***Une meilleure gestion de la mesure des résultats :*** Des initiatives précises visant à renforcer la qualité et la crédibilité des examens seront entreprises, par exemple, en intensifiant la participation d'intervenants de l'extérieur à des examens d'envergure. Une meilleure planification des activités d'examen et un meilleur partage des résultats éviteront les coûts inutiles.

- ***Une meilleure communication des données sur le rendement :*** Le Secrétariat du Conseil du Trésor présentera au Parlement des options qui donneront les grandes lignes de diverses façons de rendre compte des résultats et du rendement. En outre, il travaillera de concert avec les ministères pour diriger la préparation de leurs rapports de rendement.

2. Constatations et plan d'action

Le plan d'action destiné à renforcer les activités d'examen vise trois objectifs : rendre plus clair l'engagement pris en faveur des résultats; améliorer la mesure des résultats obtenus; améliorer la communication des données sur le rendement. Ces objectifs nécessitent de travailler de concert avec les gestionnaires et les spécialistes de l'examen et, dans certains cas, des membres d'autres paliers de gouvernement.

2.1 Un engagement clair en faveur des résultats

Constatations :

Des progrès importants ont été accomplis pour intégrer les résultats aux activités de gestion courantes, en particulier grâce à l'Examen des programmes et aux Plans d'activités. Certains ministères et des programmes précis ont établi des cadres de gestion et de responsabilisation axés sur les résultats escomptés, instauré une mesure permanente du rendement et lient les données sur le rendement aux décisions.

Malgré cela, les données recueillies portent à croire que l'adoption d'une philosophie de gestion axée sur les résultats demeure un objectif qui ne peut être atteint que dans plusieurs années. Trois secteurs particulièrement importants seront la cible des mesures prises cette année :

- les résultats de programmes ministériels sont généralement bien définis, mesurés et communiqués, mais lorsque plus d'un ministère est en cause, une coordination accrue s'impose;

- bien que, depuis quelques années, les gestionnaires et les agents d'examen portent une attention accrue aux résultats relatifs à la gestion, à la prise de décisions et à la responsabilisation, nombreux sont ceux qui ont l'impression que les pressions exercées quotidiennement pour assurer le respect des procédures et des règles, et pour mettre l'accent sur les intrants demeurent une force dominante -- par conséquent, il ne s'agit pas seulement de définir et de mesurer les résultats, mais aussi d'amorcer un débat public au sujet de l'importance des résultats;

- à titre de complément à l'utilisation de nouveaux moyens, par le gouvernement, pour assurer la prestation des services aux Canadiens (par exemple la formule du guichet unique, le recours de plus en plus fréquent à des tierces parties, la collaboration intergouvernementale et l'application de nouvelles technologies), il faudra davantage adapter les cadres de responsabilisation aux besoins afin de maintenir l'accent mis sur les résultats et de le faire avec efficacité.

Mesures :

Les mesures visant à rendre plus clairs les engagements pris à l'égard des résultats reposent sur le principe selon lequel ces engagements doivent faire partie intégrante des processus de gestion, de prise de décisions et de responsabilisation au sein de l'administration fédérale.

1. ***Examen par le Conseil du Trésor des engagements pris à l'égard de résultats stratégiques :*** Chaque année, le Système de gestion des dépenses et les procédés connexes serviront à obtenir, ou confirmer, de la part des ministères, des engagements à l'égard des résultats et de leur portée. Les Plans d'activités et les documents connexes des grands ministères et des programmes importants seront examinés, et en cas de faiblesses ou de progrès insuffisants, des mesures correctives seront prises pour chaque ministère. Cette démarche permettra non seulement d'examiner les plans d'évaluation et de vérification au regard des engagements pris en faveur des résultats, mais aussi de mieux utiliser les examens effectués sous la direction des gestionnaires, notamment les systèmes de mesure du rendement.

2. Le Secrétariat du Conseil du Trésor fournira ***aux ministres du Conseil du Trésor un rapport d'analyse dans lequel les constatations découlant des examens effectués et les plans seront examinés en fonction des priorités de l'État.*** Cette analyse permettra de cerner les lacunes dans le suivi des grandes questions à l'échelle de la fonction publique. Une mise à jour sera fournie dans le rapport que le président du Conseil du Trésor présentera au Parlement l'année prochaine.

3. Au cours des prochaines années, le Secrétariat du Conseil du Trésor élaborera et gérera, de concert avec les ministères, des ***cadres de responsabilisation individualisés*** par le biais des plans d'activités**.** De tels cadres constituent une méthode plus coordonnée pour définir les principales exigences en matière de résultats et de prestation. Les cadres de responsabilisation individualisés peuvent prendre diverses formes : des cadres d'examen et de responsabilisation à l'échelle ministérielle pour une meilleure planification des activités d'examen; des cadres spéciaux pour des programmes de vaste envergure ou complexes (par exemple Ressources naturelles Canada fait l'essai d'un cadre de gestion des sciences et de la technologie); ou encore des initiatives interministérielles lorsque les résultats sont la responsabilité de plus d'un ministère.

2.2 Une meilleure gestion de la mesure des résultats

Constatations :

Notre analyse indique que les résultats d'examens destinés à être utilisés par les ministères sont généralement crédibles. Toutefois, la crédibilité des résultats d'examens ministériels, qui sont utilisés pour la prise de décisions, la responsabilisation et l'établissement de rapports publics, suscite des craintes. En effet, il existe des divergences d'opinions à l'égard des questions abordées dans le cadre des examens et de la perception selon laquelle les rapports d'examens ministériels peuvent parfois donner lieu à une interprétation des résultats obtenus qui peut paraître intéressée.

On peut améliorer la crédibilité, mais aussi l'utilité des examens en dotant les gestionnaires de programmes de meilleurs outils pour mesurer et analyser le rendement de façon permanente. L'initiative sur les services de qualité du gouvernement a permis de faire ressortir la nécessité d'améliorer les instruments de mesure.

Enfin, les entrevues menées auprès de membres d'organismes centraux et de ministères indiquent que les organismes centraux préfèrent concentrer leur attention sur la définition des sujets d'examen et qu'ils sont intéressés à entreprendre ou à diriger des examens interministériels et autres lorsqu'il est plus efficace et fiable d'agir de la sorte. La création, par le Secrétariat du Conseil du Trésor, d'équipes interdirections destinées à examiner les Plans d'activités ministériels répond, dans une certaine mesure, à ce genre de besoin.

Mesures :

4. Le Secrétariat du Conseil du Trésor examinera, de concert avec les ministères, diverses possibilités de mettre en oeuvre des mécanismes visant à accroître une ***participation externe*** aux principales activités d'examen. Un document de travail décrivant les enjeux pertinents et les approches recommandées sera préparé cette année.

5. L'année prochaine, un ensemble amélioré de méthodes d'examen sera mis à la disposition des gestionnaires dans le cadre de ***l'initiative sur les services de qualité.*** Cette initiative vise à accroître la satisfaction des clients et à améliorer la qualité des services offerts à la population; elle met l'accent sur la clientèle, les employés, l'innovation et le succès.

6. Le Secrétariat du Conseil du Trésor réorientera certaines de ses activités en vue de définir des sujets d'examen et de ***diriger et coordonner les examens à l'échelle du gouvernement.*** Cette démarche constitue une façon plus efficace d'effectuer des examens sur des sujets particuliers dans plus d'un ministère et d'aborder des questions importantes de nature horizontale et interministérielle. Elle permettra d'optimaliser toutes les dépenses faites au chapitre de l'examen.

2.3 Une meilleure communication du rendement

Constatations :

Les données recueillies montrent clairement que le gouvernement a entrepris des activités d'examen de grande portée et d'autres visant des questions précises, que les examens effectués sont en accord avec les priorités stratégiques établies et, enfin, qu'aucun aspect particulier de l'établissement des programmes ou de l'administration ne dépasse les limites fixées. De plus, les résultats des examens servent à dispenser des services améliorés et à faire la preuve des résultats atteints. Toutefois deux domaines soulèvent des préoccupations.

La communication des résultats et des données sur le rendement au Parlement s'est accrue. Cependant, tout porte à croire qu'il serait utile d'améliorer la communication de cette information au Parlement ainsi que l'accès.

En vertu de sa politique, le Conseil du Trésor exige que tous les examens importants, outre les évaluations et les vérifications internes, soient communiqués au Secrétariat du Conseil du Trésor. Le Secrétariat incorpore les résumés d'examens dans une base de données, à laquelle les spécialistes de l'examen et les gestionnaires de la fonction publique peuvent accéder par voie électronique. Si les résultats de tous les examens importants étaient intégrés à la base de données en temps opportun, si l'on pouvait y avoir mieux accès électroniquement et si l'analyse et la synthèse des études dont il est rendu compte étaient améliorées, la valeur de l'information en serait d'autant accrue.

Mesures :

Étant donné le nombre d'examens effectués, les mesures mises de l'avant s'axeront sur l'amélioration de l'accès, de la synthèse et de la communication des résultats et des données sur le rendement. Notre intervention essentielle est liée à l'initiative menée actuellement par le Secrétariat du Conseil du Trésor, qui consiste à fournir au Parlement des données de meilleure qualité sur les résultats et les répercussions des mesures sur le rendement.

7. ***Des propositions précises visant l'amélioration de la communication des données sur le rendement*** au Parlement seront faites. Les propositions viseront à fournir de l'information sur les activités menées avec les ressources et les pouvoirs conférés par le Parlement.

8. Nous améliorerons la portée des examens dans la **base de données sur l'examen et le rendement** afin d'y intégrer les examens importants dirigés par les gestionnaires et d'améliorer l'accès des gestionnaires à ce genre d'information. Nous étudierons également la façon de synthétiser les constatations d'examens, d'en faire des points de repère et d'en tirer des leçons.

2.4 Mesures additionnelles pour renforcer les activités d'examen et la gestion axée sur les résultats

Le coût est un élément d'information essentiel et ce, pour presque tous les programmes. Souvent, les pratiques actuelles de comptabilité des dépenses ne donnent pas suffisamment de renseignements sur le coût des programmes et des services. La ***Stratégie de l'information financière*** est une importante initiative visant à remédier à cette situation. Il s'agit d'une initiative du gouvernement qui s'étalera sur cinq ans.

Le ***Plan directeur pour le renouvellement des services à l'aide des technologies de l'information*** est un autre grand projet. Il s'agit d'une importante initiative, étalée sur plusieurs années, qui porte essentiellement sur la gestion de l'information et les technologies de l'information. Elle vient renforcer les activités d'examen dans l'administration fédérale en établissant des points de repère et des pratiques exemplaires dans l'exécution des programmes et la prestation des services.

En outre, des initiatives sont menées par des spécialistes de l'examen dans les ministères et par des associations professionnelles de vérificateurs internes et d'évaluateurs, en vue ***d'établir des méthodes, de fournir des cours de formation et de partager des compétences,*** et de mettre au point de meilleurs outils de mesure de leur propre rendement. Les efforts déployés en ce sens, souvent sur une base volontaire, sont des façons valables et rentables de renforcer la capacité d'examen du gouvernement.

Dans le sixième rapport du Comité permanent des comptes publics, on demandait de faire le point, deux fois par an, sur les projets entrepris pour renforcer les activités d'examen. Cette exigence est la responsabilité du Groupe de la revue gouvernementale et des services de qualité du Secrétariat du Conseil du Trésor, qui s'occupe de fournir un **rapport d'étape au Comité permanent des comptes publics**. Ce rapport

contient notamment des données sur l'évolution de chaque projet figurant au plan d'action établi afin de renforcer les activités d'examen dans l'administration fédérale.

Enfin, le ***rapport annuel du président*** donnera un aperçu des activités dont nous avons parlé pour renforcer l'engagement du gouvernement à l'égard des résultats et des données sur le rendement. Nous examinerons la façon dont ce rapport peut également appuyer les initiatives qui seront discutées avec les parlementaires dans le cadre de la démarche concernant la présentation de rapports au Parlement.

3. Un engagement clair en faveur des résultats

Dans la mise en oeuvre d'une gestion axée sur les résultats, une étape importante consiste à définir les objectifs d'un programme ou d'une politique en particulier. Les attentes ainsi définies devraient décrire les répercussions sociales, économiques et autres sur les Canadiens, ainsi que les extrants et les activités.

3.1 Les attentes

Le gouvernement fédéral offre ses services aux Canadiens essentiellement par l'intermédiaire des ministères. Les questions d'ordre interministériel ou qui se situent à l'échelle du gouvernement sont examinées par le Cabinet ou ses comités, et font l'objet d'ententes ou de projets spéciaux entre des entités fédérales.

Les autorités parlementaires créent des ministères et des programmes, et leur fournissent des ressources. Le Conseil du Trésor établit un ensemble de politiques relatives à la gestion et à l'administration, qui impose certaines exigences et responsabilités, et fournit les instruments dont les gestionnaires ont besoin pour utiliser les ressources et exercer les pouvoirs. Toutefois, le cadre général n'indique pas aux gestionnaires quels sont les résultats escomptés ni quelle est la meilleure façon de les obtenir.

Pour mettre en place une philosophie de gestion axée sur les résultats, nous nous attendons à ce que les gestionnaires responsables des programmes et des services définissent les résultats escomptés, mesurent les progrès réalisés et rendent compte des résultats. Les activités du gouvernement consistent en de nombreuses fonctions et en de nombreux moyens de prestation. La définition des résultats sous la forme d'objectifs, d'aboutissements, d'extrants ou de changements varie non seulement selon les programmes ou les politiques, mais aussi selon le palier de gestion. En effet, certains programmes peuvent viser des objectifs généraux à l'égard desquels il peut ne pas être pratique de prendre des engagements précis quant aux résultats, mais dont on peut suivre l'évolution souhaitée au moyen d'indicateurs clés. Pour d'autres programmes, des cibles précises peuvent être établies, par exemple :

> *Dans le cadre de l'élaboration du plan d'action Saint-Laurent 2000, la région du Québec d'**Environnement Canada** a collaboré avec ses homologues provinciaux et d'autres parties intéressées en vue de fixer, dès le départ, des objectifs de rendement précis (par exemple, une réduction de 90 % des décharges toxiques dans 50 installations industrielles sur cinq ans) pour les programmes et d'établir des systèmes de contrôle. Le processus a permis à toutes les parties concernées d'évaluer ensemble le rendement et de se concentrer sur les secteurs nécessitant des mesures correctives.*

Certains résultats découlent de plus d'un programme. Le gouvernement ne gère pas que des programmes ciblés; il mène aussi des activités de grande envergure. Par exemple, la Gendarmerie royale du Canada, le Service correctionnel du Canada et la Commission nationale des libérations conditionnelles sont des entités distinctes, qui visent chacune des objectifs distincts. Toutefois, elles s'inscrivent dans un

groupe de programmes dont l'objectif est d'assurer la sécurité. Un autre exemple est l'intérêt manifesté par le gouvernement fédéral pour l'aide aux petites entreprises. L'amélioration des perspectives des petites entreprises ne peut pas toujours être attribuée directement à des programmes d'Industrie Canada, au régime fiscal du ministère des Finances ou encore aux innovations des laboratoires fédéraux, car ces diverses composantes tendent vers le même but.

Un autre exemple de la collaboration des ministères est l'initiative des services partagés à l'échelle locale. En effet, les ministères sont encouragés à regrouper leurs ressources administratives et à partager des biens et de l'information afin de réaliser des économies.

Les engagements et les attentes envers les résultats devraient faire partie des processus de prise de décisions et de responsabilisation et ce, pour tous les types d'initiatives du gouvernement. Dans la mesure où le Parlement et le public s'intéressent aux résultats et aux données sur le rendement, il est fort probable que ce genre d'information soit important pour les gestionnaires. En d'autres mots, les résultats doivent être connus, et les données sur le rendement devraient être communiquées et donner lieu à une intervention.

3.2 Le rendement

Nous avons examiné la mesure dans laquelle les résultats seront précisés à trois niveaux : à l'échelle du gouvernement, à l'échelon ministériel et au niveau des gestionnaires axiaux. Chaque niveau d'intervention est abordé dans les paragraphes qui suivent.

Examen de l'ensemble des programmes

L'Examen des programmes a scruté les résultats de programmes comptant pour environ 52 milliards de dollars de dépenses annuelles et, selon le cas, il a permis de déterminer la nécessité de conserver un programme ou un service pour le public. C'est ainsi que certains programmes ont été éliminés ou cédés au secteur privé et non pas à des organismes à but lucratif ou à d'autres paliers de gouvernement. Pour de nombreux autres programmes, l'Examen a permis de confirmer la nécessité de maintenir la participation du gouvernement fédéral.

Le gouvernement poursuit son examen des activités pour s'assurer qu'elles sont efficientes et efficaces, et que les dépenses sont ciblées sur les principales priorités. Pour l'instant, l'Examen des programmes a porté essentiellement sur la période qui s'étend jusqu'en 1997-1998. L'Examen des programmes - phase II est actuellement en cours et doit couvrir la période allant jusqu'en 1998-1999. Ce genre d'examen devrait se poursuivre dans les années à venir.

Examen des enjeux gouvernementaux

Le vérificateur général, le Comité des comptes publics et d'autres intervenants ont critiqué le gouvernement au sujet des arrangements en place pour les programmes ou les objectifs qui concernent plus d'un ministère, ou encore au sujet d'enjeux qui revêtent un caractère véritablement général. Ces enjeux sont souvent dits «horizontaux».

La préparation du budget et certaines activités permanentes du Cabinet et du Conseil du Trésor sont, à l'heure actuelle, les principaux forums permettant d'aborder ces grands enjeux. Les Plans d'activités constituent également un cadre au sein duquel ces enjeux sont abordés. L'Examen des programmes a aussi permis de cerner des problèmes d'ordre interministériel.

Il arrive souvent que, pour obtenir des résultats d'envergure, le gouvernement doive mener des initiatives interministérielles spéciales. Ces initiatives exigent habituellement la conduite d'examens se situant à l'échelle interministérielle aux fins de la mesure du rendement. Un certain nombre d'examens interministériels sont effectivement effectués; il en est question à l'annexe C.

Afin d'améliorer les mécanismes en place pour organiser et effectuer ce genre d'examen, il faut analyser les données sur le rendement qui sont disponibles et déterminer les lacunes du programme de travail du gouvernement. Pour ce faire, il faudra élaborer une approche davantage structurée afin d'analyser les lacunes ou les risques dans le cadre de la définition et du suivi des résultats à l'échelle du gouvernement (par comparaison à ceux de programmes précis). Cette analyse sera fournie aux ministres du Conseil du Trésor, de pair avec une mise à jour, dans le prochain rapport annuel du président du Conseil du Trésor au Parlement.

À l'échelle de l'administration fédérale : gestion axée sur les résultats

Le Secrétariat du Conseil du Trésor étudie les situations où il est préférable d'atteindre un objectif relatif à une politique administrative en mesurant et en suivant le rendement des ministères à l'égard de certains résultats plutôt qu'en imposant des règles à respecter. Par exemple, des résultats ont été définis au chapitre de la gestion des ressources humaines et c'est sur eux que le Secrétariat se fondera dorénavant dans son suivi du rendement.

La gestion axée sur les résultats présente une autre dimension. Dans certains cas, les ministères peuvent faire des arrangements spéciaux avec des tierces parties ou d'autres paliers de gouvernement pour assurer la prestation des services aux citoyens. Si des fonds publics sont en jeu, la question de la responsabilisation et du rendement doit être réglée. C'est là un point non négligeable, le gouvernement recourant de plus en plus à des arrangements avec des tierces parties et à d'autres formes de partenariat. C'est pourquoi notre plan d'action prévoit l'établissement de meilleurs cadres de responsabilisation.

À l'échelle des ministères : Plans d'activités et perspectives

Conformément à l'esprit de l'Examen des programmes, les Plans d'activités visant l'exercice 1995-1996 portaient surtout sur les rajustements et les changements à effectuer plutôt que sur les programmes et les activités à caractère permanent. Comparativement aux présentations traditionnelles faites au Conseil du Trésor, les Plans d'activités étaient beaucoup plus explicites au sujet des engagements à l'égard de la mesure du rendement et de la justification des résultats.

Les ministres ont également fourni des documents de perspectives aux comités permanents de la Chambre des communes afin de donner un aperçu de leurs orientations et approches. L'analyse d'un échantillon de documents a montré qu'on avait décrit les principaux changements envisagés, et parfois précisé comment s'y prendre pour les mesurer.

Les engagements en faveur des résultats peuvent aussi être établis à l'étape de l'approbation, par le Conseil du Trésor, des cadres des plans opérationnels ministériels. De nombreux ministères auront besoin de ces nouveaux cadres après la restructuration des activités et des programmes qui s'est déroulée au cours des deux dernières années, et le Secrétariat les examinera pour vérifier les engagements en faveur des résultats et la mesure du rendement.

À l'échelle des ministères : Cadres de responsabilisation et d'évaluation

Les principales initiatives du gouvernement, en particulier celles qui concernent plus d'un ministère, exigent souvent l'établissement de cadres de responsabilisation axés sur les résultats ou des examens précis. Ces cadres ont pour effet de définir des résultats précis en ce qui touche les services aux Canadiens et ils prévoient le suivi et l'examen de ces résultats. En outre, ils sont un moyen de voir à ce que les meilleures pratiques soient mises au service des mécanismes de prestation.

Des cadres d'évaluation ont été préparés aux fins du Programme national d'infrastructure et de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique[2]. Le fait que le Conseil du Trésor ait demandé un cadre de responsabilisation pour la Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime constitue un autre exemple.

Gestion de programmes

Les gestionnaires s'emploient activement à établir des engagements en faveur des résultats et à mesurer le rendement.

> ***Centre des services aux entreprises Canada-Ontario (CSECO).*** *En tant que l'un des centres d'information aux entreprises les plus fréquentés au Canada, le CSECO a énoncé ses objectifs de rendement, établi des indicateurs, et pris des mesures à l'égard de tous les aspects du rendement en fonction des observations, des processus et des résultats. Dans l'intérêt particulier d'autres grands fournisseurs de services d'information, le CSECO évalue les temps d'attente téléphonique, la durée des appels et la charge de travail des téléphonistes au moyen d'un contrôle informatisé fonctionnant en temps réel. Grâce aux données sur l'évaluation du processus, on peut rapidement affecter des ressources et apporter des changements aux méthodes de prestation de services, de même qu'établir des rapports mensuels. Aux données sur le processus et la capacité s'ajoutent les observations de la clientèle sur les résultats (par exemple, un questionnaire à renvoyer par télécopieur et des échantillons de suivi) afin de veiller à ce que la direction du CSECO ne se concentre pas exclusivement sur l'efficience.*
>
> ***Citoyenneté et Immigration Canada*** *a préparé un guide à l'intention des gestionnaires de programmes qui décrit la responsabilité qui leur incombe, soit élaborer et diriger des projets d'examen. Une stratégie et un cadre qui permettront aux gestionnaires d'effectuer une autoévaluation des lacunes en matière de contrôle et des risques sont en cours de préparation, ainsi que des cours de formation dans les domaines de la gestion axée sur le rendement et de la mesure du rendement.*

De nombreux gestionnaires considèrent les services du point de vue du client et consultent le public. Dans certains cas, ils ont publié des normes de service et établi des moyens d'en assurer le respect. La plupart des exemples portent sur les procédés qui touchent directement les clients. D'ici le 31 mars 1996, la plupart des ministères devraient avoir élaboré et publié des normes pour leurs services les plus importants.

En plus d'établir des indicateurs de suivi, certains gestionnaires examinent les répercussions de leurs programmes et activités. Par exemple le Réseau interministériel pour les impacts de la recherche et du développement est en train d'examiner comment définir, mesurer et utiliser l'information sur les répercussions socio-économiques des travaux de R-D financés par des fonds publics. Autre exemple : un groupe de gestionnaires d'importants ministères se penche sur la question de la responsabilisation en milieu de travail dans le but de déterminer non seulement les bons principes de gestion de l'environnement, mais aussi le genre de résultats qu'il conviendrait de surveiller.

Stratégie de l'information financière : Données de meilleure qualité sur les coûts

Il est important que les citoyens et les contribuables aient accès à l'information relative aux coûts des activités et des programmes du gouvernement. Cette information est également importante pour les gestionnaires et les organismes centraux. D'après une analyse menée par le Secrétariat du Conseil du Trésor, en combinant un changement de la méthode de la comptabilité d'exercice à une gestion appropriée de l'information et des technologies, on obtiendrait des données nettement meilleures sur les coûts. Il

[2] Annoncée dans le Budget de 1994.

serait également plus facile de comparer les options possibles et de comprendre les coûts des programmes. Une proposition visant l'établissement de cette nouvelle Stratégie de l'information financière est présentement à l'étude.

4. La mesure des résultats

4.1 Les attentes

Notre but est de faire en sorte que les gestionnaires possèdent les instruments, les compétences et les stimulants requis pour utiliser efficacement les données sur le rendement. La mesure des résultats et l'utilisation de l'information connexe se situent à chaque palier de gestion : programmes, ministères et gouvernement dans son ensemble. Divers mécanismes, méthodes et compétences s'imposent pour mesurer le rendement de façon efficace et crédible, et pour examiner des solutions de rechange, interpréter les conclusions et les appliquer.

En 1994, le Conseil du Trésor a publié une nouvelle Politique d'examen, conformément à l'engagement du gouvernement de renforcer la mesure du rendement. Elle exige que les ministères utilisent toutes les méthodes qui existent, pas seulement les procédés de vérification et d'évaluation, et ce, de façon rentable.

Les cadres de responsabilisation ou de gestion au sein des ministères aident à définir divers aspects de l'information sur le rendement et en particulier :

- quelles données sont plus importantes;
- quel est le meilleur moment pour les obtenir et la meilleure façon de s'y prendre;
- quelle est la meilleure façon d'en assurer la qualité;
- comment les présenter pour qu'elles soient utiles à la prise de décisions et à la reddition de comptes.

Le plan d'action dressé pour renforcer les activités d'examen devrait donner lieu à une meilleure utilisation des ressources actuellement consacrées à l'examen, au sein des ministères et entre ceux-ci. L'amélioration du répertoire des examens ministériels effectués ou planifiés permettra d'éviter des dépenses consacrées à des examens de moindre priorité. Un meilleur partage des conclusions, des leçons tirées et des meilleures pratiques permettrait d'éviter ainsi une partie des coûts. Dans certains cas, l'économie pourrait découler d'une collaboration accrue entre les ministères; par exemple, plusieurs ministères pourraient se regrouper pour faire effectuer une vérification sur un sujet. Le principe d'un meilleur partage s'applique dans un certain nombre de domaines de gestion, dans le cadre de l'initiative des services d'appui partagés localement.

Il serait également possible d'éviter certains coûts en augmentant la collaboration fédérale-provinciale lorsqu'il s'agit d'examiner le rendement de programmes coopératifs.

> ***Agence de promotion économique du Canada atlantique :*** *Les planificateurs de programmes ont utilisé les résultats d'études d'évaluation pour deux raisons : planifier de futures ententes et améliorer l'application. Les négociateurs fédéraux et provinciaux se servent des rapports d'évaluation pour déterminer dans quelle mesure les initiatives sont toujours pertinentes. En outre, ils peuvent ainsi découvrir ce qui fonctionne ou pas, et déterminer ce qu'il conviendrait de poursuivre à l'avenir.*

Pour favoriser l'innovation, la Politique d'examen permet une certaine souplesse dans la mise en oeuvre. Les principes de base sont les suivants :

- on s'attend à ce que les gestionnaires jouent un rôle de premier plan, non seulement dans les domaines dont ils ont la charge, mais aussi à l'appui des efforts déployés à l'échelle ministérielle;

- on s'attend à ce que les groupes d'évaluation et de vérification interne ministériels jouent un rôle important en prodiguant des conseils et en faisant preuve d'innovation, et à ce qu'ils produisent certaines des données essentielles relatives aux résultats.

Il est particulièrement important que l'approche repose sur la priorité et l'importance relative de l'examen plutôt que sur le simple respect du calendrier établi. Une telle approche face à l'évaluation des risques exige d'une part que les gestionnaires analysent la situation et, d'autre part, fassent preuve de jugement dans le processus de planification des examens.

4.2 Les procédés actuels

À l'échelle ministérielle : Gestion des activités d'examen

Il ressort clairement de l'Examen des programmes et des Plans d'activités que de nombreux ministères accordent une importance accrue à la mesure des résultats et aux répercussions des programmes, et qu'ils examinent leurs méthodes de contrôle de gestion.

Il a été demandé à 30 ministères de décrire comment ils géraient les activités d'examen et utilisaient les résultats par rapport à un ensemble de critères établis par des spécialistes de l'examen réunis en un groupe de travail interministériel. Un simple indicateur -- le nombre de ministères ayant révélé explicitement les efforts déployés par les gestionnaires sur le plan de l'examen -- porte à croire que plus de la moitié des ministères adoptent une approche davantage coordonnée à l'égard des activités d'examen.

*L'ensemble des activités d'examen de **Revenu Canada** se définit comme une gamme de disciplines et de fonctions de collecte de données axées sur l'évaluation des résultats obtenus à tous les niveaux de l'organisation et pour chacune des activités. Ces données garantissent à la direction que tous les risques liés à une prestation efficace et efficiente des programmes sont réduits au minimum. L'ensemble des activités comprend des examens menés par la direction, un suivi permanent et l'assurance de la qualité, de même que des examens sur l'atteinte des objectifs et des examens indépendants conformément aux exigences internes et externes en la matière. L'ensemble des activités offre aux gestionnaires diverses méthodes d'examen comprenant l'auto-évaluation, des vérifications et des évaluations menées conjointement avec d'autres instances et des examens officiels effectués par des tiers.*

Tout en élargissant la définition d'examen de manière à y inclure les initiatives menées sous la direction des gestionnaires, la Politique d'examen du Conseil du Trésor ne prévoit pas pour autant d'arrangements centralisés. La disponibilité en temps opportun des résultats et des données sur le rendement restera l'indicateur de la réussite de la mise en oeuvre de la politique.

Voici les principales conclusions de l'analyse des réponses fournies par les ministères lors de notre enquête et de l'analyse des Plans d'activités :

- Portée : plus de 75 p. 100 des ministères entreprennent ou envisagent de mener des initiatives visant à examiner les domaines de haute priorité ou les secteurs à risques.

***L'Agence canadienne de développement international** a établi un plan de travail triennal qui prévoit six grands examens, soit un pour chacune des six priorités opérationnelles établies par le Parlement dans le cadre de la revue de la politique étrangère de 1994.*

➢ Utilisation et répercussions : les résultats d'examen servent essentiellement à améliorer les programmes et les mécanismes de prestation; d'autres examens servent à démontrer le rendement ou à confirmer la nécessité des programmes et à les justifier.

> ***Affaires indiennes et du Nord Canada.*** *L'évaluation de la Société pétrole et gaz des Indiens du Canada (SPGIC) a été gérée par divers intervenants de divers paliers de gouvernement, les Premières nations et des groupes d'intérêts du secteur privé; elle avait pour objet de déterminer le rendement de la SPGIC ainsi que les préoccupations et les intérêts des Premières nations relativement à la gestion de ces ressources sur les réserves. Les résultats de cette évaluation ont servi à réviser le mandat de la SPGIC et à élaborer une stratégie visant une plus grande délégation de pouvoirs.*

La gestion du processus d'examen et son utilité à l'échelle de l'administration fédérale

Le Secrétariat du Conseil du Trésor contribue à la coordination et à la conduite des examens interministériels ou d'envergure, et il suit directement certains aspects de l'exécution des programmes comme l'équité dans l'emploi et les langues officielles. Le ministère des Finances examine les programmes et les questions relatives à la politique macro-économique. Divers groupes de travail internes sont souvent mis sur pied pour examiner une vaste gamme d'enjeux touchant l'ensemble de l'administration fédérale.

Une étude récente, qui portait sur la capacité d'analyse des politiques au sein du gouvernement fédéral, conclut qu'il faut améliorer la gestion des examens portant sur les grands enjeux horizontaux et que les organismes centraux ont un rôle important à jouer dans la coordination de ce genre d'initiatives[3]. Cet aspect a été intégré au plan d'action.

> ***L'Initiative visant à accroître l'efficacité de la fédération*** *est un vaste exercice mené au sein du gouvernement; il s'agit d'un examen qui porte sur les activités fédérales et provinciales, dans le cadre duquel diverses ententes sont négociées entre les deux paliers de gouvernement pour réduire les coûts, améliorer les services à la clientèle, harmoniser les procédures et les règlements ou réduire le double emploi et le chevauchement des services. Les ententes peuvent conduire à un important remaniement des services offerts au public, comme ceux des Centres de service aux entreprises Canada, ou encore à des changements administratifs moins visibles.*

Les organismes centraux, et en particulier le Secrétariat du Conseil du Trésor, utilisent souvent les conclusions découlant des examens ministériels aux fins de leurs analyses et dans leurs documents d'information destinés aux ministres. Toutefois, l'objectivité perçue de certains examens ministériels suscite des réserves. Les points de vue souvent différents que l'on rencontre dans un organisme central, contrairement à un ministère, peuvent donner lieu à certaines préoccupations. La participation d'organismes de l'extérieur aux examens les plus importants pourrait être un élément de la solution, car des processus plus ouverts renforcent habituellement la crédibilité des conclusions.

---

[3] Renforcement de la capacité d'élaboration de politiques. Rapport du Groupe de travail sur le renforcement de la capacité d'élaboration de politiques de l'administration fédérale, présenté au Comité de coordination des sous-ministres (politique), Ottawa, le 3 avril 1995. "Strengthening our Policy Capacity"

La gestion des examens au niveau des programmes

La Politique d'examen accorde une importance accrue au rôle des gestionnaires axiaux dans les examens et l'utilisation des données obtenues.

Les études menées sur la gestion axiale montrent que des ressources considérables sont consacrées au suivi des programmes et au contrôle du rendement, et que les gestionnaires entreprennent de nombreux examens. Il s'agit, dans la plupart des cas, de systèmes de mesure du rendement, d'enquêtes auprès des clients, d'examen des solutions possibles (y compris des études sur la restructuration) et de diverses formes d'auto-évaluation.

> ***Agriculture et Agro-alimentaire Canada :*** *Grâce à l'instauration d'un cadre de gestion axé sur les résultats au sein du ministère, la Direction de l'examen jouera un rôle clé en facilitant l'élaboration et la mise en oeuvre d'indicateurs de rendement et de normes de qualité. Le ministère utilise actuellement une telle démarche à titre d'essai dans un certain nombre de secteurs de programmes importants.*

Les conclusions ou les leçons tirées des études menées par les gestionnaires ne sont généralement pas communiquées sur une grande échelle aux autres ministères ou à d'autres groupes. Certes, la diffusion de l'information n'est pas gratuite et comme les budgets rétrécissent, il pourrait être rentable d'aménager un genre de mécanisme «utilitaire» central, comme une base de données. Certains ministères étudient actuellement des façons d'accroître la valeur ajoutée des examens menés par les gestionnaires.

Les examens effectués sous la direction de gestionnaires portent essentiellement sur les programmes plutôt que sur des enjeux stratégiques. Pour éviter les dédoublements dans la planification des examens, de nombreux groupes d'examen ministériels se réunissent avec les cadres supérieurs au moins une fois par an. Les programmes d'examen officiels sont également distribués aux gestionnaires afin qu'ils en prennent connaissance.

Vérification interne et évaluation ministérielle

Le nombre de vérificateurs internes et d'évaluateurs diminue parallèlement à la réduction des effectifs du secteur public. Des efforts sont déployés pour maintenir et accroître les compétences et les capacités des employés qui restent en poste. De concert avec le Secrétariat du Conseil du Trésor, des groupes de spécialistes de l'examen dans les ministères ont entrepris des études sur les compétences, la formation requise ainsi que les indicateurs qui leur permettront de mesurer leur rendement afin de mieux répondre aux défis à relever. Ces initiatives devraient se traduire par une intervention concrète et un meilleur partage des compétences entre les ministères.

Les professionnels de la vérification et de l'examen des ministères jouent toujours un rôle important dans la prestation de services améliorés aux Canadiens.

> ***Affaires étrangères et Commerce international Canada*** *- Les vérifications effectuées dans les missions au cours des deux dernières années ont amené le ministère à prendre conscience de la nécessité que les fonds qu'il alloue aux missions soient gérés de façon beaucoup plus rentable. Le ministère se préoccupe de plus en plus des coûts. Les vérifications successives ont amélioré la gestion, et ce, à tel point que 90 p. 100 de nos missions à l'étranger ont aujourd'hui la cote satisfaisant ou mieux. Ce niveau de rendement des missions à l'étranger a permis de procéder à un redéploiement des ressources afin d'assurer une vérification plus complète des programmes à l'administration centrale.*

De plus, les spécialistes fédéraux de l'examen, à titre de membres d'organismes professionnels, appliquent des méthodes et des compétences acquises auprès de leurs homologues au Canada et à l'étranger, comme celles qui facilitent l'auto-

évaluation. En outre, les spécialistes de l'examen du gouvernement continuent à mettre leurs connaissances et leurs expériences au service de l'avancement de la profession.

Participation d'intervenants de l'extérieur aux examens importants

La participation accrue d'intervenants de l'extérieur est une façon d'améliorer la confiance des organismes centraux à l'égard de l'utilisation des résultats d'examens ministériels pour la prise de décisions importantes. Toutefois, d'autres raisons justifieraient un élargissement de la consultation et de la participation d'intervenants de l'extérieur.

De nombreux programmes publics font l'objet de rajustements, de compressions ou d'autres changements. Pour réagir à ces pressions, on élargit la participation d'intervenants de l'extérieur et on accroît les consultations auprès des clients et de spécialistes du domaine. Il se pourrait également que l'on puisse accroître la confiance dans les examens, même ceux réalisés sans participation externe, en rendant les rapports ou les vérifications accessibles à des gens de l'extérieur.

> ***Défense nationale****. L'évaluation des cadets, un programme dont les coûts annuels atteignent près de 140 millions de dollars et qui comprend plus de 60 000 cadets, comportait une vaste consultation menée auprès des ligues de cadets civils à l'extérieur du ministère. La première ébauche du rapport a été largement diffusée afin de recueillir les commentaires de tous les intervenants. Les résultats, une fois qu'ils auront été appliqués, se traduiront par un programme solide et plus efficace, ainsi que par des économies potentielles de plus de 20 millions de dollars pour le ministère. Pour bon nombre de gens, cette évaluation constitue aujourd'hui un ouvrage de référence sur les cadets.*

5. Examens effectués et résultats connus

Ce chapitre décrit les programmes et les politiques du gouvernement fédéral qui ont fait l'objet d'un examen ainsi que les données sur le rendement qui ont été communiquées ou qui sont accessibles.

5.1 Les attentes

Les attentes sont les suivantes :

- ***portée :*** que les questions qui revêtent une grande priorité et que les programmes importants soient examinés d'une manière crédible et en temps opportun;

- ***partage des leçons tirées :*** que la valeur des constatations soit accrue en déterminant les leçons apprises, en faisant la synthèse de l'information de manière à la rendre plus utile pour la prise de décisions et l'établissement de rapports ou en établissant des points de repère;

- ***établissement de rapports et accès :*** que les données sur le rendement soient accessibles et mises à la disposition du Parlement.

5.2 Le rendement

En étudiant la portée des examens selon plusieurs points de vue, nous avons constaté que les examens couvraient un vaste éventail. Il est à noter que le concept de portée n'est pas simple et qu'il est souvent difficile de le définir et de le mesurer. La Politique d'examen n'exige pas que tous les ministères passent en revue tous leurs programmes et toutes leurs politiques sur une certaine période, mais elle met l'accent sur les priorités (par exemple, les programmes qui sont essentiels afin d'atteindre les grands objectifs de l'État) et sur les programmes présentant des risques en ce qui concerne leur mise en oeuvre, leur prestation ou leur coût. Aux activités d'examen perma-

nentes, s'ajoutent des examens de grande envergure, comme l'Examen des programmes, mis en oeuvre au cours des deux dernières années.

Les paragraphes qui suivent sur la portée des activités d'examen illustrent les divers points de vue selon lesquels on peut évaluer l'efficacité avec laquelle le gouvernement mène ses activités d'examen.

Portée : Priorités de l'administration fédérale

Ces dernières années, le gouvernement s'est servi des budgets pour exposer ses grandes priorités en matière d'examen, en particulier celles qui couvrent plusieurs ministères ou de grands ensembles de programmes. Le tableau qui suit présente les grandes priorités en matière d'examen ainsi que les procédés d'examen utilisés.

Priorités	Procédés
Réforme de la sécurité sociale	Audiences de comités parlementaires et de groupes consultatifs
Forum national sur la santé	Groupe de 24 Canadiens menant des travaux de recherche et des consultations
Le vieillissement de la population	Documents ministériels (Finances et Ressources humaines)
Clarification des rôles fédéraux et provinciaux	Avec les provinces
Politique relative à la petite entreprise	Rapport du ministère des Finances et d'Industrie Canada, et membres représentant le monde des entreprises dans deux comités
Sciences et technologie	Document de travail du ministère de l'Industrie
Taxe sur les produits et services	Comité parlementaire
Politique du transport	Étude ministérielle
Développement durable	Représentation du ministère des Finances et du ministère de l'Environnement dans un groupe de travail
Défense	Rapport d'un sous-comité parlementaire; réponse ministérielle
Politique étrangère et aide au développement international	Comité parlementaire; audiences; réponse ministérielle
Exonération des gains en capital de 500 000 $	Groupe de travail du ministère des Finances
Imposition des fiducies familiales	Comité parlementaire; rapport
Simplification tarifaire	Groupe de travail sur l'examen du ministère des Finances
Loi sur les mesures spéciales d'importation	Examen du ministère des Finances
Examen de l'efficacité	Études menées conjointement par le gouvernement et les syndicats
Travaux d'infrastructure (Cadre)	Comité regroupant des membres de plusieurs ministères
Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique (Cadre)	Conseils du SCT aux ministères visés
Examen des programmes	Examen, par le Cabinet, des plans d'action ministériels

Nous avons revu des demandes d'examen précises émanant du Cabinet et du Conseil du Trésor, et constaté la nécessité constante de disposer de données sur le rendement et d'élaborer d'autres modes de prestation des services à l'échelle du gouvernement dans son ensemble. Nous avons constaté que les ministères répondaient en temps opportun à ces demandes.

Portée : Principaux programmes

Les données intégrées à la base de données du gouvernement sur l'examen et le rendement révèlent que, depuis 1991-1992, les ministères ont examiné de 74 à 84 p. 100 des programmes, de

façon «approfondie»[4]. Le pourcentage varie selon que la mesure de la portée est fondée sur un simple décompte, est pondérée en fonction des dépenses ou fondée sur les grands programmes. Des données additionnelles relatives aux examens menés sous la direction des gestionnaires (ces examens ne sont pas encore intégralement versés dans la base de données) accroîtraient la portée des examens.

Portée : Examens par type de fonction de l'État

Fonction de réglementation : Depuis 1992, presque tous les règlements fédéraux ont fait l'objet d'un examen. En juin 1995, plus de 150 règlements avaient été abrogés et 170 autres révisés. D'ici la fin de 1996, 100 autres règlements devraient être abrogés et 200 autres devraient être profondément modifiés[5].

> *La Direction générale de la protection de la santé de* ***Santé Canada*** *a entrepris un vaste examen des règlements liés à la* Loi sur les aliments et drogues, *dans le cadre d'une initiative gouvernementale de 1992-1993. Pendant encore plusieurs années, cet examen sera la source d'importants changements visant à améliorer la souplesse, la simplification et l'harmonisation des règlements. Par exemple, à la suite de cet examen, un plan d'autorisation provisoire de la mise en marché est en train d'être élaboré à l'égard des additifs alimentaires. Il devrait réduire la période qui s'écoule avant d'autoriser la nouvelle utilisation d'une substance. Actuellement, il faut attendre que les règlements soient modifiés avant de recevoir une telle autorisation. À cela s'ajoutera un processus d'évaluation accélérée, point qui est ressorti lors de l'examen.*

Fonction d'ordre financier : Le gouvernement suit ses programmes de dépenses fiscales (mesures d'imposition sélectives) et l'examen qu'il effectue conformément à un plan axé sur les priorités va bon train.

Fonction des sciences et de la technologie : Les activités en matière de sciences et de technologie qui sont financées à l'aide de fonds publics font actuellement l'objet d'un examen.

Portée : Politique administrative

Le *Manuel du Conseil du Trésor* contient 23 secteurs de politique administrative dont 19 pourraient faire l'objet d'examens au sein des ministères, essentiellement sous la forme de vérifications.

Depuis 1991-1992, plus de 600 examens ont porté sur les politiques administrative, financière et de gestion au sein des ministères, et un certain nombre d'entre eux portaient sur plus d'une politique. Tous les secteurs de dépenses ont été examinés par au moins quelques ministères et neuf ont été examinés par la majorité des ministères.

---

[4] Le mot «approfondie» est subjectif, mais dans le cadre de l'analyse de notre base de données, il signifie que la plupart des éléments de l'activité ont été couverts par plusieurs aspects du rendement: justification, succès, conformité ou rentabilité. Cinquante-neuf des 70 grands programmes de dépenses (250 millions de dollars par an ou plus) ont été examinés d'une manière conforme à la définition du mot. On a également constaté que les examens dont la tenue est demandée par le Cabinet ou un organisme central, comme on s'y attendrait, tendent à porter sur les grands programmes.

[5] En outre, tout règlement qui doit être préparé, révisé ou abrogé est sujet à un Résumé de l'étude d'impact de la réglementation (REIR) qui, en fait, est un examen de la proposition. Le Secrétariat du Conseil du Trésor analyse et traite environ 800 REIR chaque année.

Secteur de dépenses	Examens terminés	Nombre de ministères
Accès à l'information et protection des renseignements personnels	6	5
Plans d'immobilisations, projets et acquisition	21	6
Classification	10	10
Communication et transport	36	22
Rémunération	52	24
Passation de marchés	59	24
Droits des employés	11	8
Gestion financière	165	33
Gestion des ressources humaines	93	26
Gestion de l'information	67	27
Matériel, risques et services communs	55	19
Santé et sécurité au travail	8	6
Langues officielles	20	15
Qualité des services	20	10
Biens immobiliers	53	20
Affaires réglementaires	5	3
Examen, vérification interne et évaluation	10	9
Sécurité	26	20
Relations de travail	10	5

En outre, le Secrétariat du Conseil du Trésor examine ces politiques de deux façons : premièrement, la pertinence des politiques est examinée dans le cadre de l'Examen des programmes; deuxièmement, le groupe d'examen du Secrétariat entreprend des études de politiques particulières pour régler des questions ou des problèmes précis.

Portée : Systèmes de mesure du rendement

Une étude visant à déterminer essentiellement la nature des données que couvrent les systèmes de mesure du rendement a révélé que 60 p. 100 des systèmes examinés n'englobaient pas les répercussions. On a également découvert que les mesures du rendement n'avaient guère été intégrées aux pratiques de gestion. Par ailleurs, il est à noter que de superbes efforts sont déployés, notamment par un groupe de Transports Canada.

> *À **Transports Canada**, la Direction de la sécurité routière et de la réglementation automobile utilise des mesures du rendement pour élaborer et coordonner sa politique. Les données sur les répercussions des politiques (par exemple le nombre d'accidents par 10 000 kilomètres parcourus) servent à indiquer aux provinces (qui exercent la plupart des pouvoirs dans ce domaine) les secteurs où il y aurait lieu d'apporter d'autres améliorations. De plus, le groupe utilise les données recueillies pour déterminer les priorités de recherche -- souvent avec la participation financière des provinces.*

Partage des leçons tirées et des constatations

Il est possible d'améliorer les mécanismes utilisés au sein du gouvernement fédéral pour recueillir, analyser et partager le large éventail de données et de constatations découlant des examens. Le Secrétariat du Conseil du Trésor concentre de plus en plus ses efforts dans ce domaine afin de tirer le maximum d'avantages des investissements que constituent les examens. Il est fort probable que la présentation améliorée des données sur les examens, en mettant l'accent sur les résultats et les données sur le rendement et un meilleur partage des leçons tirées, profitent

respectivement aux parlementaires et aux gestionnaires.

Une enquête préliminaire portant sur les exigences relatives aux rapports au Parlement a montré que les lois renfermaient plus de 400 exigences précises à l'égard des rapports; 79 p. 100 d'entre elles ne précisent pas s'il s'agit de rendre compte de résultats et de données sur le rendement, mais visent plutôt à décrire les activités et les opérations. Lors des consultations, certains ont semblé dire que les parlementaires reçoivent une grande quantité de données, dont une bonne partie ne leur est peut-être pas utile. Il faudra peut-être améliorer la gestion de l'information et la synthèse des constatations.

Les gestionnaires bénéficieraient certainement d'un plus grand partage des leçons tirées, de meilleures pratiques et de points de repère fondés de faits réels sur ce qui fonctionne. Pour ce faire, il faut analyser le contexte et l'interprétation des constatations. Certains ministères ont entrepris des travaux visant à synthétiser les conclusions tirées des examens. Par exemple, Industrie Canada a produit un rapport sur la prestation des services par des intermédiaires et un guide du gestionnaire fondé sur un certain nombre d'évaluations récentes. Environnement Canada a, pour sa part, mené des travaux sur la gestion plus stratégique des subventions et des contributions aux organismes non gouvernementaux et autres, et son examen fait état des leçons tirées.

Pour ce qui est du partage de l'information relative aux examens, les personnes chargées des vérifications et des évaluations au sein du gouvernement fédéral échangent des conclusions plus importantes dans le cadre de réunions du Réseau d'examen et par voie électronique. La base de données sur l'examen et le rendement donne aux spécialistes de l'examen et à d'autres intéressés la possibilité d'accéder par un guichet unique à ce que font d'autres ministères.

Partage des leçons tirées : Plan directeur pour le renouvellement des services gouvernementaux à l'aide des technologies de l'information

Ce projet important du Secrétariat du Conseil du Trésor porte sur le partage des leçons tirées de l'élaboration de solutions de rechange à l'égard de la gestion de l'information et des technologies de l'information. Il vise à améliorer, à coûts réduits, les mécanismes de prestation des services aux Canadiens, en rationalisant les activités, en les regroupant, en facilitant leur prestation par un guichet unique, et en réformant les activités de gestion et d'administration au moyen d'infrastructures modernes et simplifiées dans les domaines de la gestion de l'information et des technologies de l'information.

Cette initiative est assortie d'un examen en vue de déterminer la mesure dans laquelle les ministères et les organismes unissent leurs efforts conformément à la philosophie, aux principes et aux objectifs du Plan directeur. Selon l'un des principes clés, les ministères doivent apprendre à partager les leçons tirées et à travailler conjointement pour résoudre des problèmes communs.

Rapports : Données sur le rendement

Dans le rapport annuel du président, on examinera les données sur le rendement et les activités d'examen. Nous pensons que cette activité de contrôle permettra de cerner les nouvelles tendances et les nouveaux enjeux.

Le Secrétariat du Conseil du Trésor examine diverses façons d'aider les ministères à améliorer les rapports qu'ils soumettent au Parlement sur leur rendement. L'une des options envisagées est l'établissement d'un rapport ministériel annuel sur le rendement, qui contiendrait des données générales et des données sur certains secteurs d'activités. Des projets pilotes sont actuellement en cours à Affaires indiennes et du Nord Canada, à Transports Canada et à Agriculture et Agroalimentaire Canada.

De plus, les exigences relatives aux rapports ont été enchâssées dans la loi pour bon nombre de ministères et d'organismes et, bien souvent, la Partie III du Budget des dépenses constitue un véhicule important pour rendre compte du rendement. Le vérificateur général et d'autres experts ont examiné les Parties III et ont, de façon générale, observé des lacunes. Une étude indique que plus de 80 p. 100 des énoncés de rendement figurant dans les dernières Parties III portaient sur les intrants, les procédés et les extrants, plutôt que sur les résultats et les conséquences.

Constatation positive : dans la dernière série des Parties III examinées, on a relevé environ 275 mentions relatives aux données ou aux activités d'examen, ce qui témoigne d'une amélioration importante de la communication de l'information publique sur les examens par rapport aux années antérieures. Dans certains cas, on mentionnait les résultats d'examens; dans d'autres, on précisait si des examens étaient terminés ou prévus.

Rapports et accès : Amélioration de la base de données sur l'examen et le rendement

La politique publique exige que toutes les évaluations et vérifications internes ministérielles ainsi que d'autres examens importants (essentiellement ceux qui sont utiles pour la prise de décisions et la reddition de comptes) soient transmis au Secrétariat du Conseil du Trésor pour être intégrés à la base de données sur l'examen et le rendement. Une partie de l'amélioration consistera à verser dans la base de données de l'information de meilleure qualité sur les examens importants menés sous la direction des gestionnaires.

La base de données qui est en voie d'élaboration donnera aux gestionnaires et aux spécialistes de l'examen de la fonction publique ainsi qu'aux parlementaires la possibilité d'accéder à l'information par voie électronique.

Annexe A - Méthodes

Approche

Le présent rapport constitue une synthèse de plusieurs études, qui ont porté sur l'évaluation, la vérification interne, les examens menés sous la direction des gestionnaires et les systèmes de mesure du rendement.

Aux fins de la réalisation du projet, on a eu recours à des conseillers indépendants, on a utilisé les données fournies par les ministères ainsi que les analyses statistiques de l'information versée dans la base de données du gouvernement sur l'examen et le rendement. On s'est également servi des Plans d'activités des ministères, des Perspectives et de divers documents traitant d'initiatives interministérielles sur l'examen.

Une liste détaillée des vérifications, des évaluations et des examens a été dressée après avoir consulté les ministères en juin 1995.

Le processus a notamment pris la forme de consultations auprès des cadres supérieurs et des spécialistes de l'examen dans les ministères et les organismes centraux. Les consultations avaient pour objectif de vérifier les données et d'en arriver à un terrain d'entente au sujet des mesures à prendre.

Une fois l'approche adoptée, les conclusions et le plan d'action ont également fait l'objet de consultations auprès de conseillers de l'extérieur dont la liste est dressée à l'annexe B.

Annexe B - Groupe consultatif de l'extérieur

Les personnes mentionnées ci-après ont fait partie du Groupe consultatif de l'extérieur auquel on a eu recours pour préparer le présent rapport annuel.

Mme Ruth E. Berry
Doyenne, Faculté de l'écologie humaine
Université du Manitoba
Winnipeg (Manitoba)

M. Jean-Pierre Boisclair
Directeur général
Fondation canadienne pour la vérification intégrée
Ottawa (Ontario)

M. Sheldon Ehrenworth
Président
Forum des politiques publiques
Ottawa (Ontario)

M. François Lacasse
Professeur
Département des sciences administratives
Université du Québec à Hull
Hull (Québec)

Mme Alice Nakamura
Professeur
University of Alberta
Edmonton (Alberta)

M. Dale Poel
Directeur
École d'administration publique
Dalhousie University
Halifax (Nouvelle-Écosse)

M. George Post
Ottawa (Ontario)

M. Michael H. Rayner, F.C.A.
Président
Institut canadien des comptables agréés
Toronto (Ontario)

Annexe C - Principaux examens

Cette annexe énumère les principaux examens du gouvernement. Certains viennent d'être terminés tandis que d'autres sont en cours ou envisagés. Il s'agit donc des examens qui revêtent une importance particulière pour les grands ministères et certains organismes. (Les vérifications, les évaluations et les autres examens de nature opérationnelle menés par les ministères ne sont pas abordés. Une liste plus exhaustive de ces activités, comprenant celles qui suivent, est en préparation et sera transmise au Comité permanent des comptes publics.)

Cette annexe contient également la liste des examens interministériels et d'envergure fédérale dans une section distincte afin de ne pas répéter les répertoires ministériels.

Dans le cas des ministères plus importants qui gèrent des programmes particuliers ou des activités majeures dont les dépenses dépassent 250 millions de dollars par année, les tableaux mentionnent les examens liés à chacun de ces éléments.

1. Principaux examens des ministères

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Affaires indiennes et du Nord Canada		
Financement des groupes communautaires	➢ Modes optionnels de financement (terminé) ➢ Ententes de transfert souples (terminé) ➢ Expériences relatives au régime de responsabilité accrue et de ressourcement (en cours)	➢ L'évaluation permet de constater que le régime est un outil financier efficace pour les Premières nations et d'identifier des secteurs où la responsabilisation pourrait être améliorée ➢ L'évaluation permet de constater la nécessité d'améliorer le régime de responsabilisation et de rapport de manière à accorder plus d'importance aux résultats ➢ L'évaluation permettra d'évaluer l'efficacité des expériences vécues jusqu'à ce jour et de cerner les secteurs susceptibles d'amélioration.
Financement des programmes	➢ Méthode d'observation des modalités d'aide sociale (en cours) ➢ Examen de l'éducation des Autochtones (en cours) ➢ Études postsecondaires (terminé) ➢ Gestion foncière (en cours) ➢ Programme de partenariat environnemental avec les Autochtones (prévu)	➢ Examine la pertinence et l'efficacité du cadre de responsabilisation du ministère en matière d'aide sociale ➢ Examen en cours du Comité permanent des affaires autochtones ➢ Évaluation des bases de données du ministère sous l'angle de la responsabilisation et de l'efficacité des rapports ➢ Évaluation pour établir l'efficacité et les répercussions des programmes et identifier les secteurs susceptibles d'amélioration ➢ L'examen portera sur le bien-fondé, l'efficacité et les répercussions du programme.

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Revendications	➢ Revendications particulières (terminé) ➢ Convention définitive des Inuvialuit	➢ Vérification des procédés liés à l'efficience des règlements de revendications particulières ➢ Évaluation de l'efficacité des dispositions de la Convention relatives à l'environnement et à la faune ainsi que des suggestions ou des mesures pour les améliorer
Paiements de transfert au Programme des gouvernements territoriaux		➢ Les programmes de paiements de transfert font souvent l'objet d'examen dans le cadre des consultations intergouvernementales.

Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Développement	➢ Programme de COOPÉRATION (terminé) ➢ Programme Action (terminé)	➢ Évaluation de l'efficacité économique des programmes fédéraux-provinciaux de développement régional en termes de création d'emplois, de prestation efficace, de chevauchement de programme et de satisfaction des clients. ➢ Évaluation de l'efficacité économique des programmes d'appui direct aux entreprises en termes de création d'emplois, de prestation efficace, d'évaluation des risques et des besoins des entreprises et de satisfaction des clients.

Agence canadienne de développement international		
Pour l'ensemble du ministère	➢ L'intégration de la femme dans le développement et l'égalité des sexes (en cours) ➢ Besoins humains fondamentaux (prévu)	➢ Un examen général des investissements de l'ACDI dans l'Intégration de la femme dans le développement et l'égalité des sexes, une des six priorités de l'Agence décrites dans l'énoncé de la politique étrangère du gouvernement, Le Canada et le monde. ➢ Un examen général des investissements de l'ACDI dans le domaine des besoins humains fondamentaux, une autre des six priorités de l'Agence.
Programme de partenariat	➢ Banques de développement régional (terminé)	➢ Une étude de la viabilité financière des quatre banques de développement régional (Asie, Afrique, Interaméricaine et Antilles).
Initiatives nationales	➢ Secours d'urgence au Rwanda (en cours)	➢ Évaluation faite par plusieurs donateurs afin d'améliorer la prestation internationale coordonnée d'aide humanitaire.

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Agence spatiale canadienne		
Agence spatiale canadienne	➢ Agence spatiale européenne (ASE) (prévue) ➢ Mise à jour du mémoire explicatif sur RADARSAT I, un grand projet de l'État (terminé) ➢ Mise à jour du mémoire explicatif sur la station spatiale canadienne, un grand projet de l'État (terminé)	➢ Évaluation de l'impact de la participation du Canada à l'Agence spatiale européenne (ASE). À titre de membre associé de l'ASE, le Canada tire profit de sa participation à un certain nombre de programmes spatiaux techniques importants ➢ Un rapport sur les progrès réalisés et la performance du satellite d'observation terrestre RADARSAT I qui sera lancé à l'automne 1995 ➢ Un rapport sur les progrès réalisés et la performance du projet de Système d'entretien mobile, soit la contribution du Canada au Programme international de station spatiale (parmi les partenaires, mentionnons les États-Unis, la Russie, le Japon et les pays membres de l'ASE)

Agriculture et Agro-alimentaire Canada		
Recherche et développement agricoles	➢ Examens des centres de recherche (en cours) ➢ Examen des programmes de recherche sur le blé (terminé)	➢ Examens périodiques. Les résultats permettent d'améliorer la pertinence et la qualité des recherches. ➢ Étude visant à évaluer le rendement sur les investissements de la recherche sur le blé. Fait partie d'une série d'examens prévus.
Inspection et réglementation	➢ Évaluation du service et des besoins futurs des services de production et d'inspection des aliments : industrie de la viande rouge (terminé) ➢ Examen du système de gestion des ressources (en cours) ➢ Projet d'amélioration des opérations en matière d'importation (en cours)	➢ Déterminer la valeur et les avantages actuels des services de PIA et évaluer les besoins futurs des clients. ➢ Nouveau système de gestion des ressources pour les Services d'inspection de la Direction générale de la PIA. ➢ Un examen des services d'importation aux points d'entrée.
Politique et programmes d'économie agricole	➢ Indicateurs du rendement de l'industrie et des exploitations agricoles (en cours) ➢ Examen de la *Loi sur la protection du revenu agricole* (en cours)	➢ Identification d'indicateurs sectoriels du rendement. ➢ Examen de l'exécution de la loi et de l'efficacité des programmes
Toutes les autres activités de programme de moins de 250 millions de dollars	➢ Consultation des clients et des intervenants (terminé) ➢ Programme de paiement transitoire du grain de l'Ouest (PPTGO) (en cours)	➢ Un processus exhaustif de consultations utilisé dans le cadre de l'orientation stratégique de la Direction générale des services à l'industrie et aux marchés. ➢ Le système fait l'objet d'une vérification en cours d'élaboration pour le paiement automatisé (budget du programme : 1,6 milliard de dollars).

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Anciens combattants Canada		
Ensemble du ministère	➢ Commémoration (prévu)	➢ Documenter les perspectives d'avenir de la Commémoration
Soins de santé	➢ Systèmes de traitement des comptes de soins (terminé) ➢ Programme pour l'autonomie des anciens combattants (terminé) ➢ Groupe de travail d'AACC sur le rôle des professionnels de la santé (prévu) ➢ Étude nationale sur la consommation de médicaments (terminé) ➢ Initiative de coordination des soins de santé (en cours) ➢ Initiatives de refonte des prestations (en cours) ➢ Soins de santé fondés sur le revenu (prévu)	➢ Examen des contrôles régissant l'autorisation des services ➢ Examen de l'efficience et de l'efficacité de ce programme ➢ Examen des tâches et des responsabilités des professionnels de la santé ➢ Élaboration d'un cadre de réduction des dépenses du ministère au titre des médicaments sur ordonnance et de ceux offerts en vente libre ➢ Examen de la coordination des achats fédéraux de fournitures et de services médicaux ➢ Évaluation de l'exécution des pouvoirs conférés par le CT et les lignes directrices sur les grands projets de l'État ➢ Jeter les bases des orientations futures
Pensions	➢ Pensions (prévu)	➢ Étude de suivi des principales réformes du régime des pensions

Bureau fédéral de développement régional (Québec)		
Promotion du développement économique des régions du Québec	➢ Profils régionaux (terminé) ➢ IDÉE-PME (petite et moyenne entreprise) (en cours)	➢ Profils socio-économiques régionaux études). ➢ Cadre d'évaluation et tableau de bord de gestion pour la nouvelle programmation IDÉE-PME.

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Citoyenneté et Immigration Canada		
Ensemble du ministère	➢ Programme de renouveau et Restructuration des procédés administratifs (RPA) (en cours) ➢ Examen critique de la mise en oeuvre du Programme de renouveau (en cours)	➢ Les initiatives du Programme de renouveau transformeront fondamentalement notre programme, nos processus et nos rapports, et nos méthodes d'exécution. La RPA, un élément clé du Programme de renouveau, implique l'examen en profondeur de toutes les activités de CIC. ➢ Élaborer un cadre d'évaluation pour évaluer les répercussions des initiatives de renouveau; appuyer les groupes chargés du renouveau dans l'élaboration de besoins en information de base et de cadres pour évaluer l'efficacité des politiques, des programmes et des activités.
Règlement	➢ Vérification du Programme de règlement des contributions (en cours) ➢ Évaluation du Programme d'aide à l'adaptation (PAA) (en cours)	➢ Fournir des garanties au sujet des dépenses courantes et évaluer les points forts et les pratiques exemplaires. ➢ Évaluer les répercussions du PAA sur l'intégration économique et sociale des clients.

Commission de contrôle de l'énergie atomique		
Administration des règlements de la CCEA et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique	➢ Programme de réglementation environnementale (en cours)	➢ Évaluation afin de déterminer l'efficacité de la philosophie de réglementation de la CCEA en matière d'environnement compte tenu des normes de la Commission internationale de protection radiologique et de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale.*

Commission de la fonction publique du Canada		
Ministère	➢ Programmes de recrutement externe (terminé) ➢ Fonction de recours de la CFP (terminé)	➢ L'examen a déterminé des possibilités d'améliorer le programme et la stratégie à plus long terme pour desservir une fonction publique en évolution. ➢ L'examen a relevé des améliorations qui pouvaient être apportées à la prestation de la fonction de recours, y compris l'application d'autres mécanismes de règlement des différends plus souples mettant l'accent sur la médiation et la prévention.

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Conseil	➢ Étude du cadre de réglementation de l'industrie des télécommunications (terminé) ➢ La concurrence et la culture sur l'autoroute de l'information au Canada (terminé) ➢ Codes sur la représentation de la violence (terminé ou prévu)	➢ Modifier le cadre de réglementation pour traduire l'émergence de services de télécommunications concurrentiels ➢ Le gouvernement a commandé cette étude pour appuyer son examen du cadre stratégique des télécommunications et de la radiodiffusion ➢ Prévoir des mécanismes et des créneaux pour limiter l'exposition des enfants de moins de 12 ans aux émissions de télévision à caractère violent

Conseil du Trésor du Canada		
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique	➢ Corps canadien des commissionnaires et services de sécurité au sein du gouvernement fédéral (terminée) ➢ Directive du Conseil du Trésor sur les voyages (terminée) ➢ Organismes de service spécial - bilan (terminée) ➢ Recouvrement des coûts et tarification des services - processus d'approbation (terminée) ➢ Examen des exigences s'appliquant aux présentations (terminé) ➢ Examens des opérations du SCT et du BCG (terminés) ➢ Examen du régime du secteur public (en cours) ➢ Examen du processus de réglementation (en cours) ➢ Politique et code régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat (terminée)	➢ Évaluation de l'efficacité et des solutions de rechange ➢ Évaluation des directives concernant les voyages, y compris les demandes de remboursement, les autorisations de voyager et les avances ➢ Étude en collaboration commandée par le Bureau du vérificateur général et le SCT ➢ Examen du processus d'approbation, y compris les présentations au Conseil du Trésor et les processus de réglementation liés à la mise en oeuvre du recouvrement des coûts et de la tarification des services ➢ Examen, dirigé par la gestion, de toutes les politiques en vue d'amener une réduction des exigences de présentations au Conseil du Trésor ➢ Examen, dirigé par la gestion, des activités et de l'efficacité des organisations ➢ Évaluation des règlements proposés pour la mise en vigueur d'initiatives contenues dans le projet de loi C-55 ➢ Examen d'un nouveau système législatif souple pour réduire le fardeau des coûts d'observation ➢ Examen de l'efficacité du Code et de la Politique
Éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale		➢ Ce programme prévoit des transferts de fonds et fait l'objet d'un examen permanent

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance		➢ Programme spécial avec les syndicats; responsabilité du Conseil national mixte; par l'intermédiaire d'organismes d'examen de l'extérieur

Défense nationale		
Ensemble du ministère	➢ Livre blanc de la défense de 1994 (terminé) ➢ Examen et budget du Programme des services de défense de 1995 (en cours) ➢ Défense 2000 (en cours) ➢ Commandement et contrôle des FC (terminé) ➢ Restructuration de la gestion, du commandement et du contrôle (en cours) ➢ Restructuration de la force de réserve (en cours) ➢ Concept de la force totale (en cours) ➢ Commandement de la force aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) et l'OTAN (en cours) ➢ Programme de réduction de l'infrastructure (terminé) ➢ Programme de réduction du personnel (en cours)	➢ Nouvelle politique de défense ➢ Les besoins en personnel, en matériel et en infrastructure du ministère et des Forces canadiennes ont été analysés afin de découvrir d'autres possibilités de réduire davantage les dépenses du ministère tout en maintenant des capacités de défense conformes aux missions assignées. ➢ Une stratégie d'élaboration des meilleures services de défense possible dans le cadre des ressources allouées ➢ Une étude confidentielle en sept volumes concernant l'ensemble des activités de commandement des FC ➢ Une initiative englobant un certain nombre de projets touchant la structure du commandement et du contrôle, les ressources de base, les principales méthodes, les projets de restructuration et l'intégration d'autres activités ➢ Une commission spéciale chargée d'examiner les forces de réserve première et supplémentaire. ➢ Évaluation du concept introduit en 1987 dans les Forces canadiennes ➢ Préparatifs en vue du renouvellement de l'accord NORAD et de la mise en oeuvre des modifications aux engagements envers l'OTAN énoncées dans le Livre blanc ➢ Récapitulation axée sur les leçons tirées des vérifications touchant les activités de réduction de l'infrastructure du ministère ➢ Vérifications touchant la planification et la mise en oeuvre des réductions budgétaires du MDN
Forces maritimes	➢ Commandement et contrôle des FC (terminé) ➢ Capitaine de port (terminé)	➢ Volume confidentiel traitant de la participation navale des FC à la guerre du Golfe ➢ Nouvelle approche à l'organisation des organismes d'appui aux ports des côtes est et ouest
Forces terrestres	➢ Commandement et contrôle des FC (terminé)	➢ Deux volumes de cette étude portent sur la participation des Forces terrestres à la crise d'Oka et sur la structure du commandement de zone.

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Forces aériennes	➢ Projet Genèse (en cours)	➢ Examen de toutes les facettes des activités des Forces aériennes, de l'acquisition à l'exécution de la mission opérationnelle
Opérations interarmées	➢ Commandement et contrôle des FC (terminé)	➢ Étude des activités de l'état-major interarmées depuis la guerre du Golfe jusqu'à maintenant
Communications et gestion de l'information	➢ Examen de la gestion de l'information (terminé) ➢ Acquisition d'un système d'information au MDN (terminé) ➢ Gestion de l'élaboration de logiciels (en cours)	➢ Examen de haut niveau des projets d'acquisition du ministère liés aux systèmes de gestion de l'information, accompagné d'un examen d'évaluation de 49 des 77 projets d'acquisition des systèmes d'information ➢ Document de travail de la vérification contenant des suggestions pour améliorer les différentes facettes du processus d'élaboration de système ➢ Cette vérification proposera et mettra à l'essai une approche qui donnera aux gestionnaires la capacité d'auto-évaluer les nouveaux projets d'élaboration de logiciels.
Soutien à la fonction du personnel	➢ Opération Renaissance (en cours)	➢ Examen de la formation et du perfectionnement, du soutien au personnel, des régimes de soins de santé et dentaires, et des services fondamentaux tels que le perfectionnement professionnel
Soutien du matériel	➢ Opération «Excelerate» (en cours) ➢ Programme des munitions (terminé) ➢ Entretien à contrat pour soutenir les Forces canadiennes (en cours)	➢ Initiative de restructuration pour revitaliser et renforcer les procédés administratifs afin d'offrir des services de qualité et d'accroître la rentabilité ➢ Évaluation du programme caractérisé par des stocks de plus de 3 milliards de dollars et des achats annuels de plus de 200 millions de dollars ➢ Vérification des questions de rentabilité touchant 600 millions de dollars en dépenses annuelles de réparation et de révision de même que 500 millions de dollars en stocks détenus dans 150 établissements d'entrepreneurs
Orientation et Services de gestion	➢ Gestion des projets d'immobilisations (terminé) ➢ Système de rémunération militaire (terminée) ➢ Examens des langues officielles (en cours)	➢ Synthèse de sept années de vérification touchant les projets d'immobilisations afin d'améliorer le Système de gestion du programme de défense qui sert à gérer un budget d'immobilisations annuel de 2,7 milliards de dollars ➢ Vérification des services de rémunération militaire chez les principaux clients et comparaison de rendement avec les résultats obtenus par les organisations de niveau mondial ➢ Examen de l'efficacité des structures organisationnelles et des systèmes d'information de gestion à l'appui des objectifs des langues officielles

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Développement des ressources humaines Canada		
Gestion des services intégrés	➢ Infrastructure et soutien technique (terminé) ➢ Réduction de la main-d'oeuvre (en cours)	➢ Examen de l'efficience et de l'efficacité de toutes les facettes de la gestion des activités informatiques et de l'appui technique ➢ Gestion de la réduction de la main-d'oeuvre (1995-1998)
Assurance-chômage	➢ Études sur l'A-C (terminé)	➢ Les études comprennent plus de 20 projets distincts évaluant de nombreuses facettes du programme d'A-C.
Soutien de l'éducation	➢ Programme canadien de prêts aux étudiants (en cours)	➢ Examen des répercussions et des succès du programme destiné à aider les étudiants à terminer leurs études postsecondaires
Bien-être social	➢ Secrétariat national de l'alphabétisation (terminé)	➢ L'évaluation du Programme national d'alphabétisation indique que le SNA a conclu des partenariats concrets avec les organismes chargés de l'alphabétisation, mais qu'il n'a pas réussi à contrôler le système pour évaluer l'efficacité des projets subventionnés.
Sécurité du revenu	➢ Régime de pensions du Canada - Troisième âge ➥ Phase I : Prestations de retraite (terminé) ➥ Phase II : Invalidité (en cours) ➥ Phase III : Prestations au survivant (prévu) ➢ Refonte du Programme de sécurité du revenu (en cours)	➢ Examen de la pertinence actuelle, de l'atteinte des objectifs et de la rentabilité du programme et de l'efficience de son exécution ➢ Examen de la mise en oeuvre du projet de manière à garantir que son cadre est satisfaisant
Emploi	➢ Service Jeunesse Canada/ Programme de partenariat pour les jeunes (en cours) ➢ Initiatives touchant les partenariats sectoriels (IPS) ➢ Conseil canadien du commerce et de l'emploi dans la sidérurgie (terminé) ➢ Services de développement de l'emploi (prévu) ➢ Initiatives d'employabilité destinées aux bénéficiaires d'aide sociale (terminé) ➢ Service d'aide à l'adaptation de l'industrie (SAAI) (terminé)	➢ Examen des programmes destinés aux jeunes pour les aider à passer de l'école au travail ➢ Évaluation de l'efficience et de l'efficacité des IPS par rapport à la conclusion de partenariats initiés par le secteur privé pour élaborer et mettre en oeuvre des stratégies de gestion des ressources humaines ➢ Initiatives sectorielles qui répondent aux besoins de formation et d'adaptation de l'industrie sidérurgique ➢ Évaluation des initiatives locales relatives à la prestation innovatrice des services d'emploi entreprises par les régions au palier des CEC ➢ Initiatives fédérales-provinciales en vue d'améliorer les possibilités d'emploi des bénéficiaires d'aide sociale ➢ L'examen a révélé que le SAAI favorise la conclusion de partenariats durables entre l'administration publique et le secteur privé.

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Diversification de l'économie de l'Ouest du Canada		
Diversification de l'économie de l'Ouest	➢ Étude d'impact de la diversification sur les secteurs en plein essor (terminé)	➢ Évaluation de l'efficacité de l'aide gouvernementale à quatre secteurs économiques en essor : biotechnologie agricole, soins de santé, logiciels/équipement de télécommunications et industries environnementales.

Environnement Canada		
Réduire les risques pour la santé humaine et l'environnement	➢ Examen des questions liées à l'air (en cours) ➢ Examen de l'application (en cours) ➢ Leadership national du gouvernement fédéral en matière de biodiversité et atteinte de résultats (prévu) ➢ Examens : ➥ Plan d'action de la rivière Fraser ➥ Vision 2000 pour le Saint-Laurent ➥ Plan d'action des zones côtières de l'Atlantique ➥ Plan d'action des Grands Lacs (prévu)	➢ Un secteur clé pour le ministère qui comprend des questions et des programmes interreliés. L'examen portera entre autres sur l'utilisation de la science pour la prise de décisions. ➢ Un examen de l'application dans le contexte d'une observation accrue sera fait en 1995-1996. ➢ Un examen exhaustif de cette importante priorité est prévu pour 1996-1997. Cet examen se penchera sur le leadership national du gouvernement fédéral dans le secteur de la biodiversité et l'atteinte de résultats. ➢ Durabilité de l'écosystème : une importante initiative interministérielle axée sur l'évaluation et le rétablissement de la santé d'importants écosystèmes régionaux. Les examens porteront sur les résultats dans des domaines de responsabilité fédérale.
Toutes les autres activités de programme de moins de 250 millions de dollars	➢ Génération de recettes (prévu) ➢ Action 21 (comprend le financement des groupes communautaires) (prévu)	➢ Évaluer la gestion de la génération de recettes afin de déterminer la probabilité d'atteindre les résultats et les objectifs prévus, l'accent étant surtout mis sur l'identification des meilleures pratiques. ➢ Principal outil d'EC pour l'action au niveau communautaire. Une partie de ces programmes ont subi une transformation importante. Le VG a déjà fait rapport sur le financement du programme.

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Gendarmerie royale du Canada		
Opérations	➢ Services de police communautaires (terminé)	➢ Examen de la mesure dans laquelle le concept des services de police communautaires a été efficacement et avantageusement mis en oeuvre à la GRC.
Services chargés de l'application de la loi	➢ Programme des crimes économiques (terminé) ➢ Programme d'action nationale de lutte contre la contrebande (prévu)	➢ Examen du mandat, des rôles et responsabilités, de la gestion et de la prestation du programme. ➢ Évaluation du programme
Administration	➢ Examen du programme informatique (terminé)	➢ Examen de la pertinence du mandat du programme compte tenu de l'évolution de la technologie.
Toutes les autres activités de programmes de moins de 250 millions de dollars	➢ Renseignements criminels (en cours) ➢ Services de santé (en cours)	➢ Examen de l'efficacité des renseignements de nature criminelle afin de répondre aux besoins tactiques et stratégiques d'information de la GRC et d'autres forces de police du Canada. ➢ Examen et élaboration de structures de rechange (impartition, etc.) pour la gestion et la prestation des services de santé aux membres de la GRC.

Ministère de la Justice Canada		
Ensemble du ministère	➢ Systèmes en cours d'élaboration — Système de gestion des cas (en cours) ➢ Évaluation des projets pilotes de recouvrement des coûts (prévu) ➢ Services de bibliothèque (en cours)	➢ Vérification devant assurer l'adoption d'un cadre de gestion adéquat et efficace ➢ Étudier la possibilité d'étendre les accords de recouvrement des coûts aux services juridiques ministériels ➢ Vérification du cadre de prestation des services de bibliothèque
Élaboration de la politique et du programme juridiques	➢ Initiative de contrôle des armes à feu (en cours) ➢ Stratégie nationale pour la sécurité communautaire et la prévention du crime (prévu) ➢ Programmes discrétionnaires de subventions et de contributions (terminé) ➢ Programme fédéral-provincial-territorial de partage du coût des programmes pour jeunes contrevenants (terminé)	➢ Évaluer la mise en oeuvre des lois et des règlements. ➢ Évaluer cette initiative quinquennale. ➢ Évaluer certains fonds discrétionnaires. ➢ Examen de la justification, de la planification stratégique et des répercussions du partage des coûts

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Ministère de l'Industrie Canada		
Programmes industriels et autochtones	➢ Entreprises autochtones Canada (EAC) - évaluation (prévu) ➢ Administration des prêts aux petites entreprises (APPE) (prévu)	➢ La portée comprendra des travaux additionnels pour d'autres examens et une réponse au rapport annuel de 1993 du VG. ➢ La vérification portera principalement sur la gestion des portefeuilles de prêts garantis; une analyse de la performance du ministère et des recouvrements.
Opérations régionales	➢ Centre de services aux entreprises du Canada : projet pilote de Winnipeg (terminé) ➢ Travaux d'infrastructure Canada-Ontario (TICO) (prévu)	➢ A fourni des «leçons» à utiliser afin d'étendre le concept à d'autres régions. ➢ Évaluation préliminaire de l'efficacité. À faire conjointement avec une initiative dirigée par le SCT.
Autres activités de programme de moins de 250 millions de dollars	➢ Suivi des méthodes de prévision des dépenses du PPIMD (terminé) ➢ Institut canadien des recherches avancées (terminé) ➢ PRECARN Associates (terminé)	➢ Déterminer si les recommandations antérieures ont été mises en oeuvre. ➢ Fournir de l'information aux fins des décisions sur le financement additionnel de l'Institut selon les exigences du Conseil du Trésor. ➢ Un financement en partenariat des secteurs public et privé de la R&D préconcurrentielle. Cette évaluation a contribué de façon décisive à la prolongation du financement de ce programme jusqu'à l'an 2000.

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international Canada		
Affaires politiques et sécurité internationale	➢ Rapports politiques et économiques (en cours)	➢ Cadre/Évaluation/Pré-évaluation - étude de cas des rapports politiques et économiques du Secteur de l'Amérique latine et des Antilles : à être étendu aux secteurs de l'Asie et du Pacifique, des problèmes mondiaux et des affaires culturelles.
Relations bilatérales et Opérations	➢ Rapport Joyal (terminé)	➢ Étude des objectifs et de l'exécution des programmes des affaires culturelles internationales
Toutes les autres activités de programme de moins de 250 millions de dollars	➢ Examen du développement du commerce international (terminé) ➢ Horizon le monde (terminé) ➢ Programmes consulaires (prévu)	➢ Rapport Wilson : a mené à la consolidation des diverses activités en un seul Programme d'expansion du commerce international (PECI). ➢ Série d'évaluations (le Canada et le défi du Pacifique; Pacifique 2000 et la Fondation Asie-Pacifique; la stratégie commerciale du Pacifique; Europe 1992; science et technologie du programme de l'Europe occidentale). ➢ Vérification et évaluation du programme consulaire.

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Ministère des Finances Canada		
Programme des politiques financières et économiques	➢ Dépenses fiscales (en cours) ➢ Méthodes et procédures de prévisions (terminé)	➢ Série d'évaluation et d'études de coût de revient touchant diverses dépenses fiscales, p. ex. Encouragement fiscaux en R. et D. ➢ Examen des antécédents et des méthodes du ministère en matière économique
Programme des paiements de transferts fiscaux		➢ Les programmes de paiements de transfert font souvent l'objet d'examen dans le cadre des consultations intergouvernementales.
Programme du service de la dette publique	➢ Évaluation du Programme du service de la dette (en cours)	➢ Série d'études dans un cadre quinquennal; maintenant dans la troisième année

Ministère du Patrimoine canadien		
Programme d'identité canadienne	➢ Examen des initiatives culturelles et d'aide aux musées (terminé) ➢ Examen du Programme d'aide aux athlètes (en cours) ➢ Programme des langues officielles (prévu) ➢ Téléfilm Canada, Office national du film et Société Radio-Canada (en cours) ➢ Examens du multiculturalisme (en cours) ➢ Programmes d'édition (prévu)	➢ Évaluer dans quelle mesure on a atteint les objectifs et répondu aux besoins de la communauté culturelle ➢ Décider s'il faut établir de nouveaux critères d'accès et, dans l'affirmative, comment les mettre en oeuvre ➢ Évaluer la possibilité de critères pour examiner les activités fédérales en matière de langues officielles (articles 41 et 42 de la *Loi sur les langues officielles)* et élaborer un cadre de responsabilisation concernant les ententes intergouvernementales en matière de langues officielles ➢ Examen fondamental des mandats de ces organisations ➢ Évaluer les programmes de manière à cerner les leçons tirées et les solutions de rechange à appliquer aux futurs programmes. ➢ Évaluation en vue de préparer le remodelage des programmes
Programme de Parcs Canada	➢ Stratégie de gestion des recettes de Parcs Canada (terminé) ➢ Parc national du Gros-Morne (en cours) ➢ Cadre de vérification et d'évaluation du plan d'activités de Parcs Canada (en cours)	➢ Évaluation de la mise en oeuvre de la stratégie de gestion des recettes ➢ Examen du processus décisionnel d'investissement et d'infrastructure, élaboration de nouveaux modèles concernant le processus décisionnel futur et les questions susceptibles d'avoir des retombées plus importantes sur le système de Parcs Canada ➢ Élaboration d'un cadre stratégique de vérification et d'évaluation

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Office national des transports du Canada		
Ensemble du ministère	➢ Évaluation complète (terminé) ➢ *Loi sur les transports nationaux* (terminé) ➢ Examen annuel (terminé) ➢ Structure organisationnelle (en cours)	➢ Gérée par Transports Canada; examen fondamental de toutes les activités et fonctions. ➢ Examen complet par une commission indépendante. ➢ Survol des tendances et des problèmes : transport ferroviaire, aérien, maritime, routier et expéditeurs; prescriptions législatives confiées à TC. ➢ Réponse à l'examen des programmes et aux changements législatifs.
Transport ferroviaire	➢ *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* et subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique (terminé)	➢ Vérification

Pêches et Océans Canada		
Opérations des pêches	➢ Examen du Programme des observateurs (terminé)	➢ L'examen porte sur la valeur du programme par rapport à la gestion globale des pêches et évalue l'importance des données recueillies pour les scientifiques
Politique ministérielle et Appui aux programmes	➢ Programme d'adaptation et de redressement de la pêche de la morue du Nord (terminé)	➢ L'évaluation porte sur l'efficacité du programme et relève les leçons pertinentes à retenir.
Toutes les autres activités de programme de moins de 250 millions de dollars	➢ Le revenu et l'adaptation des pêches de l'Atlantique (terminé) ➢ Programme de mise en valeur du saumon (terminé) ➢ Examen des administrations portuaires (terminé)	➢ Après examen, le groupe de travail a recommandé l'élaboration d'une stratégie à long terme concernant les Pêches de l'Atlantique. ➢ L'examen a porté sur la rentabilité de ce programme en vue de son amélioration. ➢ L'examen a porté sur la réalisation des objectifs et la viabilité à long terme.

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Ressources naturelles Canada		
Énergie	➢ Gazoduc de l'Île de Vancouver (terminé) ➢ Mégaprojet Hibernia (terminé) ➢ Fonds Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers (prévu)	➢ L'évaluation a démontré que les principaux objectifs du projet de gazoduc en matière d'emplois, de sécurité pour l'environnement et de développement régional ont été atteints. ➢ Un cadre a été élaboré afin de déterminer les questions à examiner dans l'évaluation du projet. ➢ Examen du fonds de 300 millions de dollars des gouvernements fédéral et provincial afin d'évaluer les retombées économiques et sociales de l'infrastructure mise en place à l'aide du fonds.
Toutes les autres activités de programme de moins de 250 millions de dollars	➢ Forintek Canada Corporation (terminé) ➢ Commission géologique du Canada (terminé) ➢ Division des levés officiels (terminé) ➢ Examen de la fonction évaluation environnementale (terminé)	➢ Forintek joue un rôle de premier plan dans l'infrastructure technologique des industries canadiennes des produits forestiers et de la construction immobilière. L'étude a démontré que les clients ont reçu des services valables : temps de recherche réduit, éducation, transfert technologique et appui à la recherche. ➢ L'évaluation a démontré que la CGC a joué et continuera de jouer un rôle national dans les domaines du développement économique, de la sécurité publique et de la protection de l'environnement. ➢ Une évaluation formative a démontré la nécessité de modifier la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada.* Des produits et services ont été définis en prévision du recouvrement des coûts. Les recommandations ont été examinées pendant l'examen des programmes. ➢ La vérification du processus d'examen des évaluations environnementales a démontré que les secteurs sont biens organisés et se conforment aux exigences.

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Revenu Canada		
Ensemble du ministère	➢ Examen de la politique de réglementation (prévu) ➢ Examen de la *Loi sur l'accise* (en cours) ➢ Économie parallèle (en cours)	➢ Examen de l'observation, par le ministère, des normes et de la politique relatives à la gestion du processus de réglementation ➢ Examen mené avec le ministère des Finances pour regrouper les droits existants et les dispositions autres que la TPS de la *Loi sur la taxe d'accise* et moderniser la structure fiscale ➢ Évaluation permanente du degré de réussite des initiatives employées pour accroître l'observation fiscale
Administration et technologie de l'information	➢ Vérification, à l'échelle nationale, de la technologie de l'information (TI) et de la sécurité (en cours)	➢ Examen du cadre de gestion et de la sécurité de la TI
Aide aux clients et évaluation des déclarations	➢ Normes régissant le service aux clients, Services téléphoniques aux clients, Amélioration du service, divers projets d'examen régionaux (terminé, en cours, prévu) ➢ Procédés administratifs d'évaluation et de perception (en cours et prévu) ➢ Dispositions relatives à l'équité (terminé)	➢ Études pour mesurer et améliorer le service aux clients ➢ Restructurer les fonctions de perception, de comptabilité, d'ÉDI, d'évaluation, de paiements et d'enquête pour en accroître l'efficacité et l'efficience et améliorer le service aux clients ➢ Évaluer la mise en oeuvre et les répercussions des dispositions de la loi relatives à l'équité
Services frontaliers des douanes et de gestion du commerce	➢ Examen de *la Loi sur les douanes* (en cours) ➢ CANPASS (en cours)	➢ Examiner le texte de loi afin d'appuyer la nouvelle façon de faire affaire ➢ Évaluer les nouvelles technologies et restructurer le traitement des voyageurs internationaux
Vérification et application de la loi	➢ Important programme de fichiers d'impôt (en cours) ➢ Programmes internationaux d'impôt (en cours)	➢ Évaluer l'efficacité des programmes, des politiques et des procédés nationaux de vérification ➢ Évaluer l'efficacité de l'exécution du programme
Toutes les autres activités de programmes de moins de 250 millions de dollars	➢ (comme ci- haut) Procédés administratifs d'évaluation et de perception (en cours et prévu)	➢ (comme ci-haut) Restructurer les fonctions de perception, de comptabilité, d'ÉDI, d'évaluation, de paiements et d'enquête pour en accroître l'efficacité et l'efficience et améliorer le service aux clients

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Santé Canada		
Ensemble du ministère	➢ Intégrité du Système financier du ministère (terminé) ➢ Questions environnementales (en cours)	➢ Examen des contrôles servant à garantir l'intégrité de l'information ➢ Les examens comprennent : les risques environnementaux, le plan d'action de la santé et de l'environnement, la gérance environnementale et le Règlement sur les produits chimiques et contenants destinés aux consommateurs
Services de santé des Indiens et des populations du Nord	➢ Prestations non assurées des services de santé (à la fois terminé et en cours) ➢ Transfert aux communautés des services de santé aux Autochtones (en cours)	➢ Vérification initiale effectuée en 1993-1994, suivi de la mise en oeuvre en cours ➢ La deuxième phase de l'évaluation demandée par le CT concernant les modalités de transfert
Assurance-maladie	➢ Programme d'assurance-maladie (en cours)	➢ Examen et évaluation de la surveillance de l'assurance-maladie en fonction de la *Loi canadienne sur la santé*
Toutes les autres activités de programme de moins de 250 millions de dollars	➢ Examen réglementaire de la *Loi sur les aliments et drogues* (terminé) ➢ Examen de programme de la Direction générale de la protection de la santé (terminé) ➢ Stratégie de réduction de la demande de tabac (en cours et prévu) ➢ Construction de laboratoires fédéraux à Winnipeg (en cours)	➢ Examen approfondi, en 1992-1993, des règlements d'application de *la Loi sur les aliments et drogues* ➢ Examen approfondi, en 1993-1994 de toutes les activités de la Direction générale de la protection de la santé ➢ Évaluation du cadre de gestion établi à l'égard de ce programme; élaboration d'un cadre d'évaluation ➢ Examen du cadre de contrôle de la gestion de projet

Service correctionnel Canada		
Ensemble du ministère	➢ Examen de la mission du SCC (prévu)	➢ Validation des objectifs stratégiques et des valeurs fondamentales de la mission du Service correctionnel
Opérations correctionnelles	➢ Libération des détenus à risque élevé (en cours) ➢ Économie des détenus (en cours)	➢ La conception et l'élaboration d'un programme intensif pour les délinquants continuellement violents. ➢ Un examen de l'économie globale de la population carcérale. Cela comprend l'argent obtenu légalement (travail, sources extérieures et dépenses admises) et l'économie souterraine liée au trafic de stupéfiants.
Services techniques et aux détenus	➢ Double occupation de cellules (en cours)	➢ Un examen de l'ensemble des stratégies d'hébergement du SCC.

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Tous les autres programmes de moins de 250 millions de dollars	➢ Examen de la gestion des cas - Système de gestion des détenus (en cours) ➢ Examen des programmes de prévention de la toxicomanie (terminé)	➢ Un examen continu de la gestion des cas fait à partir de l'administration centrale à l'aide du Système de gestion des détenus. La qualité des rapports sur les détenus ainsi que du Système de gestion des détenus font l'objet d'une évaluation. ➢ Une évaluation de l'un des programmes de prévention de la toxicomanie - le Programme prélibératoire pour toxicomanes.

Solliciteur général Canada		
Ensemble du ministère	➢ Politique et programme de services de police des Premières nations (terminé)	➢ Évaluation en vue de fournir au Cabinet une opinion sur l'incidence et l'efficacité de la politique et du programme.

Transports Canada		
Ensemble du ministère	➢ Cadre de politique des transports (en cours) ➢ Initiatives de dessaisissement et de commercialisation (terminé) ➢ Réduction des frais généraux et initiatives d'amélioration de l'efficacité (ministère-terminé; organisme en cours)	➢ Examen des politiques et des textes législatifs afin de rendre le système plus sensible à l'évolution des besoins, de promouvoir l'efficacité et de réduire le recours aux subventions ➢ Examen des possibilités : aéroports nationaux, système de navigation aérienne, Garde côtière et Centre d'essai de Blainville ➢ Examen des procédés administratifs et fonctionnels
Aéroports	➢ Politique des aéroports nationaux (en cours)	➢ Cadre pour examiner les changements majeurs
Aviation	➢ Système de navigation aérienne commercialisé (en cours)	➢ Cadre pour examiner la nouvelle organisation ainsi que l'observation des normes de sécurité
Garde côtière canadienne *(Passe en grande partie à Pêches et Océans)*	➢ Examen du Programme de sécurité des navires (terminé) ➢ Examen de la Garde côtière canadienne du Nord (terminé) ➢ Examen des ports publics (en cours)	➢ Ces trois examens servent de cadres et d'évaluations destinés à cerner les réductions de dépenses possibles tout en minimisant les répercussions sur les clients.
Politique et coordination	➢ Initiatives de subventions (terminé)	➢ Examen du versement de 1,5 milliard de dollars, notamment en vertu de la *Loi de transport des grains de l'Ouest* et des subventions à Atlantic Freight Lines, à Branchline, à Via Rail, aux services de traversiers de Marine Atlantique
Toutes les autres activités de programmes de moins de 250 millions de dollars	➢ *Loi sur la sécurité ferroviaire* (terminé)	➢ Examen concernant la réalisation de certains objectifs fondamentaux de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada		
Ensemble du ministère	➢ Examens de la gestion et de l'exécution des programmes (ASC et TPC) (terminé)	➢ On a mené deux examens afin de cerner les possibilités actuelles et à plus long terme de réduire les dépenses sans porter atteinte à l'efficacité des ministères ou nuire à leur capacité d'exécuter leur mandat.
Programme des services	➢ Exécution des projets d'immobilisations (prévu) ➢ Examen de l'avantage de l'impartition des services d'architecture et de génie (en cours)	➢ Évaluation du bien-fondé et de l'efficacité du Cadre de contrôle de la gestion pour appuyer l'exécution des grands projets d'immobilisations, y compris les aménagements ➢ Évaluation de l'approche la plus rentable (faire ou faire faire) pour la prestation de services de planification de projet d'architecture et de génie, de conception et d'examen de travaux de construction.
Programme des biens immobiliers	➢ Examen des travaux d'architecture et de génie (en cours) ➢ Leadership en matière de locaux partagés et environnement de travail productif (prévu)	➢ La vérification du Cadre de contrôle de gestion des services de conseil en architecture et en génie, Direction des biens immobiliers, a été menée dans la RCN et les régions de l'Ontario. Les examens portent sur la pertinence du Cadre en matière de passation de marchés de conseils pour ce qui est d'assurer la compétitivité, l'ouverture, l'équité, la transparence et l'intégrité globale de l'objectif de passation de marchés. Un second objectif établit le niveau de conformité au Règlement sur les marchés de l'État. ➢ Le cadre d'évaluation présentera ce que comporteront les évaluations subséquentes et décrira les données qui devront être recueillies avant et pendant l'évaluation. Il établira les questions à évaluer, y compris les données nécessaires à leur examen et à leur analyse, les indicateurs utilisés pour décrire les résultats et le rendement du programme ainsi qu'un plan provisoire pour évaluer les éléments du programme, y compris une prévision des délais et des ressources nécessaires pour mener cette évaluation.

Activité de programme	Titre de l'activité d'examen	Description
Programme des approvisionnements et des services	➢ Rémunération (terminé)	➢ La vérification a porté sur la pertinence du cadre de contrôle de gestion par rapport à la gamme de services de rémunération de TPSGC.
	➢ Évaluation des Services d'aide temporaire (terminé)	➢ L'examen a porté sur les fournisseurs d'aide temporaire et leur valeur ajoutée de même que sur la part de valeur ajoutée attribuable à l'intervention de TPSGC dans la gestion de l'approvisionnement des services d'aide temporaire; une évaluation de la mesure dans laquelle les prix demandés au gouvernement sont comparables aux prix demandés aux organisations du secteur privé par les fournisseurs d'aide temporaire et les raisons pour lesquelles le gouvernement semble payer sensiblement plus dans la RCN que dans les régions.
	➢ Gestion des biens saisis (terminé et en cours)	➢ Le cadre d'évaluation de ce nouveau programme énonce les questions et les données nécessaires pour permettre à un comité désigné ou établi par le Parlement de mener éventuellement un examen prévu par la loi. Un examen de système préparatoire à la mise en oeuvre a été mené à l'égard du nouveau Système de production du suivi des biens saisis pour garantir qu'il répondrait aux besoins des utilisateurs d'une manière convenablement contrôlée. Une vérification des éléments de prudence et de probité est en cours afin d'évaluer la pertinence des contrôles internes et financiers relativement aux activités et aux biens contrôlés par la Gestion des biens saisis.
	➢ Méthodes d'approvisionnement des biens TI/SI (terminé)	➢ Examen des Achats à but commun (ABC) et d'autres méthodes d'approvisionnement utilisées pour réaliser l'intégration des technologies de l'information (TI/SI) en ce qui concerne le respect des principes qui sous-tendent les achats du secteur public; la pertinence et l'applicabilité par rapport aux nouvelles orientations du gouvernement, notamment le partenariat; l'interaction avec les éléments qui contribuent à créer des problèmes chroniques touchant les projets TI/SI; enfin, l'appui à la gestion de projet et des risques.
	➢ Politique relative aux invitations ouvertes à soumissionner (prévu)	➢ Le projet doit aborder les questions dans le cadre d'évaluation approuvé de la Politique relative aux invitations ouvertes à soumissionner de même que les nouvelles questions qui peuvent avoir surgi.

2. *Études interministérielles et études relatives à des questions horizontales ou sectorielles*

Les études sont menées au moyen de mécanismes de coordination et de collaboration interministériels, habituellement sous l'égide d'un ministère responsable.

Stratégie	Ministères	Nature/état d'avancement de l'étude	Remarques
Activités des Nations Unies	➢ Affaires étrangères et Commerce international (ministère responsable) ➢ Défense nationale	➢ Étude achevée en septembre 1995.	Étude visant à trouver des moyens d'améliorer la capacité d'intervention rapide de l'ONU.
Adhésion à des organisations internationales	➢ Finances (ministère responsable) ➢ Affaires étrangères et Commerce international ➢ Agence canadienne de développement international	➢ Étude conjointe prévue.	Examen de la participation du Canada aux organisations internationales.
Analyse du coût des services de police à contrat de la Gendarmerie royale du Canada	➢ Solliciteur général (ministère responsable) ➢ Gendarmerie royale du Canada ➢ Secrétariat du Conseil du Trésor	➢ Étude en cours.	Étude des accords sur les services de police à contrat de la GRC en prévision de la première revue quinquennale de ces accords et de leur renégociation en 1996-1997.
Crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental	➢ Finances (cogestionnaire) ➢ Revenu (cogestionnaire)	➢ L'évaluation conjointe est en cours. ➢ Le budget fédéral de 1995 prévoit l'accélération de cette initiative.	Évaluation de la pertinence, de l'impact et de la rentabilité de l'aide fiscale fédérale à la R-D.
Dépenses de fin d'exercice	➢ 54 ministères et organismes ont été impliqués.	➢ Vérification demandée par le CT et achevée en 1995.	Vérification axée sur la conformité à la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
Dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* portant sur la détention	➢ Solliciteur général (ministère responsable) ➢ Service correctionnel ➢ Commission nationale des libérations conditionnelles	➢ Évaluation conjointe prévue entre novembre 1995 et novembre 1996.	L'examen prévu la troisième année sera effectué par un comité parlementaire.
Dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*	➢ Solliciteur général (ministère responsable) ➢ Service correctionnel ➢ Commission nationale des libérations conditionnelles	➢ Évaluation conjointe prévue entre novembre 1997 et novembre 1998.	Révision quinquennale devant être effectuée par un comité parlementaire.

Stratégie	Ministères	Nature/état d'avancement de l'étude	Remarques
Examen de la détermination de la peine et du régime correctionnel	➢ Solliciteur général (cogestionnaire) ➢ Justice (cogestionnaire) ➢ Service correctionnel ➢ Commission nationale des libérations conditionnelles ➢ Statistique Canada (Centre canadien de la statistique juridique) ➢ Secrétariat du Conseil du Trésor	➢ L'évaluation interministérielle est en cours. ➢ Il a été question de cette étude dans le budget de 1995.	Étude des moyens à prendre pour réduire la population carcérale à la lumière de la compression des ressources.
Examen national de la sécurité du transport aérien	➢ Transports Canada (ministère responsable) ➢ Gendarmerie royale du Canada	➢ Évaluation conjointe achevée en avril 1994.	Étude combinée de la sécurité des aéroports sous l'angle des ressources, de la planification, des normes et des procédures.
Exécution des lois fédérales	➢ Gendarmerie royale du Canada (organisme responsable) ➢ Revenu Canada ➢ Patrimoine canadien ➢ Citoyenneté et Immigration	➢ Étude en cours.	Étude visant à redéfinir les services de plusieurs ministères fédéraux en matière d'exécution des lois.
Groupe de travail sur les instruments économiques et les obstacles à de saines pratiques environnementales	➢ Environnement (ministère responsable) ➢ Finances	➢ Travaux achevés en novembre 1994.	Examen des instruments économiques du gouvernement et de l'incidence de ses politiques fiscales et économiques sur les pratiques environnementales des organisations.
Initiative de coordination des soins de santé (ICSS)	➢ Anciens combattants (ministère responsable) ➢ Défense nationale ➢ Santé Canada ➢ Service correctionnel ➢ Gendarmerie royale du Canada ➢ Agence canadienne de développement international ➢ Travaux publics et Services gouvernementaux ➢ Citoyenneté et Immigration ➢ Secrétariat du Conseil du Trésor	➢ Projet lancé en 1993. ➢ Phase I : Étude achevée en 1994 ➢ Phase II : Étude des projets pilotes en cours.	Initiative visant à favoriser la coopération interministérielle ainsi que la coordination innovatrice et économique des soins de santé.

Stratégie	Ministères	Nature/état d'avancement de l'étude	Remarques
Initiative pour la prévention de la violence familiale	➢ Santé Canada (ministère responsable) ➢ Société canadienne d'hypothèques et de logement ➢ Patrimoine canadien (Secrétariat d'État/ Multiculturalisme et Citoyenneté) ➢ Affaires indiennes et du Nord ➢ Justice ➢ Solliciteur général ➢ Gendarmerie royale du Canada ➢ Service correctionnel ➢ Commission nationale des libérations conditionnelles ➢ Secrétariat du Conseil du Trésor	➢ 1991-1995 ➢ Évaluation interministérielle ➥ Évaluation de mi-période achevée en mars 1992. ➥ Évaluation finale achevée en avril 1994.	Étude de l'initiative du gouvernement fédéral visant à lutter contre les abus dont sont victimes les enfants, les femmes, les personnes âgées ou les personnes handicapées.
Initiative pour le développement de l'enfant	➢ Santé Canada (ministère responsable) ➢ Développement des ressources humaines ➢ Patrimoine canadien ➢ Justice ➢ Solliciteur général ➢ Gendarmerie royale du Canada ➢ Secrétariat du Conseil du Trésor	➢ 1992-1997 ➥ Évaluation de mi-période : achevée en février 1994 ➥ Évaluation finale : en cours.	Initiative ayant pour but de corriger les problèmes qui touchent les enfants.
Initiatives d'acquisition du savoir	➢ Développement des ressources humaines (ministère responsable) ➢ Industrie Canada ➢ Patrimoine canadien ➢ Secrétariat du Conseil du Trésor	➢ 1995-1999 ➢ Cadre d'évaluation terminé en mars 1995. ➢ Une évaluation du processus doit être effectuée d'ici l'automne de 1996. ➢ L'évaluation-bilan est prévue pour juin 1998.	Programme consistant à définir les objectifs nationaux en matière d'acquisition du savoir et à développer des outils permettant d'évaluer le niveau d'atteinte de ces objectifs.
Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE)	➢ Environnement Canada (ministère responsable) ➢ Santé Canada	➢ Étude achevée en 1994.	Étude de la législation environnementale dont se sert le Comité permanent de l'environnement et du développement durable pour passer en revue la Loi.

Stratégie	Ministères	Nature/état d'avancement de l'étude	Remarques
Loi sur la Gendarmerie royale du Canada	➢ Gendarmerie royale du Canada (organisme responsable) ➢ Solliciteur général	➢ Étude en cours.	Examen détaillé des modifications qu'il est proposé d'apporter à la Loi sur la GRC.
Paiements anticipés	➢ 29 ministères et organismes ont été impliqués	➢ La vérification demandée par le CT a été achevée en 1994.	Vérification ayant pour objet de déterminer si certains ministères effectuent des paiements anticipés.
Police des aéroports (deuxième étude)	➢ Gendarmerie royale du Canada (organisme responsable) ➢ Transports Canada	➢ Étude achevée en avril 1994.	Étude de l'efficacité et de l'efficience des services de sécurité fournis dans les aéroports du Canada.
Programme de la pension d'invalidité des anciens combattants	➢ Anciens combattants (ministère responsable) ➢ Commission canadienne des pensions ➢ Tribunal d'appel des anciens combattants ➢ Secrétariat du Conseil du Trésor	➢ L'étude interministérielle a été achevée en 1993.	Examen approfondi de la logique et du fonctionnement de ce programme.
Programme de protection des sources et des témoins de la Gendarmerie royale du Canada	➢ Solliciteur général (ministère responsable) ➢ Gendarmerie royale du Canada	➢ En janvier 1995, l'examen a donné lieu à la présentation d'un mémoire au Cabinet	Création du projet de loi C-78 par suite de l'examen de mesures visant à améliorer le Programme.
Programme des réseaux de centres d'excellence	➢ Conseil de recherches en sciences humaines (organisme responsable) ➢ Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie ➢ Conseil de recherches médicales ➢ Industrie Canada ➢ Environnement Canada	➢ Évaluation provisoire achevée en février 1993.	Programme de financement de la recherche et du développement au moyen d'accords de partenariat entre les secteurs public et privé.

Stratégie	Ministères	Nature/état d'avancement de l'étude	Remarques
Programme des travaux d'infrastructure	➢ Secrétariat du Conseil du Trésor (ministère responsable) ➢ Industrie Canada ➢ Agence des perspectives économiques du Canada atlantique ➢ Bureau fédéral de développement régional (Québec) ➢ Développement de l'économie de l'Ouest ➢ Affaires indiennes et du Nord	➢ Examen annoncé dans le budget de 1994. ➢ Cadre d'examen achevé en février 1995. ➢ Revue préliminaire en cours.	Programme visant à créer et à accélérer les investissements dans des travaux d'infrastructure financés à parts égales par le gouvernement fédéral, les provinces et les municipalités. Les objectifs visés comprennent la création d'emploi et la stimulation de l'économie.
Programme Éco-recherche	➢ Conseil de recherches en sciences humaines (organisme responsable) ➢ Environnement Canada ➢ Conseil de recherches médicales ➢ Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	➢ Évaluation en cours.	Financement des travaux de recherches multidisciplinaires dans le domaine des sciences de l'environnement.
Programme national de recherche et de sauvetage (PNRS)	➢ Secrétariat national, Recherche et sauvetage (organisme responsable) ➢ Défense nationale ➢ Transports Canada ➢ Pêches et Océans ➢ Patrimoine canadien ➢ Environnement Canada ➢ Gendarmerie royale du Canada ➢ Secrétariat du Conseil du Trésor	➢ 1995-1999 ➢ L'examen des quatre volets du programme (bénévoles, prévention, coopération inter-gouvernementale et réponse) doit débuter au printemps de 1996.	Premier examen axé sur l'efficacité de la gestion des problèmes que comporte le recours aux bénévoles pour les missions de recherche et de sauvetage.
Projet d'animation des collectivités	➢ Environnement Canada (coresponsable) ➢ Santé Canada (coresponsable)	➢ Cadre d'évaluation en préparation. ➢ Étude prévue pour 1996-1997.	Projet portant sur les liens entre la santé humaine et le développement durable.

Stratégie	Ministères	Nature/état d'avancement de l'étude	Remarques
Projet pilote des soins de la vue (composante de l'Initiative de coordination des soins de santé - ICSS)	➢ Secrétariat du Conseil du Trésor (responsable de la revue) ➢ Défense nationale (responsable de l'initiative) ➢ Anciens combattants ➢ Santé Canada ➢ Gendarmerie royale du Canada ➢ Citoyenneté et Immigration ➢ Travaux publics et Services gouvernementaux	➢ Projet lancé en 1994-1995. ➢ Étude en cours et menée parallèlement au projet pilote.	Projet pilote relevant de l'ICSS et visant à améliorer les services liés aux soins de la vue en Alberta.
Réaménagement des effectifs	➢ 63 ministères et organismes ont été impliqués.	➢ Vérification demandée par le CT et complétée en 1993.	Vérification ayant pour objet de déterminer si les paiements forfaitaires versés dans le cadre du RDE et de la Politique de transition dans la carrière des cadres de direction étaient justifiés.
Représentation outre-mer	➢ Affaires étrangères et Commerce international (ministère responsable) ➢ Citoyenneté et Immigration ➢ Défense nationale ➢ Agence canadienne de développement international ➢ Industrie Canada	➢ Un groupe de travail interministériel composé de sous-ministres a été mis sur pied et devrait terminer ses travaux en décembre 1995.	Étude du statut et de la composition de la représentation du Canada à l'étranger.
Sciences et technologie	➢ Industrie Canada (ministère responsable) ➢ 20 autres ministères sont impliqués, dont le Secrétariat du Conseil du Trésor	➢ IC dirige à la fois l'examen interne des programmes et les consultations publiques au sujet d'un document de travail sur les S&T. ➢ Étude (menée par IC) en cours.	Révision des politiques et des programmes fédéraux de S&T en vue d'établir une stratégie d'ensemble et des priorités clairement définies.
Sécurité	➢ Tous les ministères et organismes sont impliqués.	➢ Vérifications demandées par le CT en cours.	Obligation pour les ministères d'effectuer une vérification de conformité dans un délai de trois ans, conformément à la politique du CT en matière de sécurité.

Stratégie	Ministères	Nature/état d'avancement de l'étude	Remarques
Services nationaux de police	➢ Gendarmerie royale du Canada (organisme responsable) ➢ Solliciteur général	➢ L'examen conjoint demandé par le Cabinet est en cours.	Étude de questions telles que les coûts et leur recouvrement, les besoins futurs et les occasions de partenariat avec d'autres administrations publiques.
Soins dentaires	➢ Défense nationale (ministère responsable) ➢ Service correctionnel	➢ Étude achevée en 1995.	Étude de la prestation de soins dentaires par le MDN au SCC, dans le cadre de l'Initiative de coordination des soins de santé (ICSS).
Stratégie canadienne antidrogue	➢ Santé Canada (ministère responsable) ➢ Solliciteur général ➢ Gendarmerie royale du Canada ➢ Développement des ressources humaines ➢ Service correctionnel ➢ Revenu Canada ➢ Travail Canada ➢ Affaires étrangères et Commerce international ➢ Justice ➢ Patrimoine canadien ➢ Secrétariat du Conseil du Trésor	➢ Phase I : 1987-1992 ➢ Phase II : 1992-1997 ➢ Évaluation interministérielle; ➥ L'évaluation de mi-période doit être achevée en 1995. ➥ Évaluation finale : prévue pour 1997.	Stratégie axée sur la coordination des divers programmes fédéraux mis sur pied pour s'attaquer aux problèmes de consommation d'alcool et de stupéfiants.
Stratégie de la pêche au poisson de fond de l'Atlantique	➢ Secrétariat du Conseil du Trésor (ministère responsable) ➢ Développement des ressources humaines ➢ Pêches et Océans ➢ Agence des perspectives économiques du Canada atlantique ➢ Bureau fédéral de développement régional (Québec)	➢ Analyse en cours. ➢ Des études interministérielles sont prévues ou en cours.	Stratégie offrant des mécanismes de soutien du revenu pour l'industrie de la pêche au poisson de fond de l'Atlantique tout en réduisant sa capacité de production grâce au recyclage, à des subventions d'appoint, à des subventions à l'emploi et au retrait de permis.

Stratégie	Ministères	Nature/état d'avancement de l'étude	Remarques
Stratégie nationale pour l'intégration des personnes handicapées (SNIPH)	➢ Développement des ressources humaines (ministère responsable) ➢ Transports Canada ➢ Société canadienne d'hypothèques et de logement ➢ Affaires indiennes et du Nord ➢ Santé Canada ➢ Patrimoine canadien ➢ Industrie Canada ➢ Justice ➢ Bibliothèque nationale ➢ Office national des transports ➢ Secrétariat du Conseil du Trésor	➢ 1991-1996 ➢ Évaluation interministérielle ➥ Évaluation de mi-période achevée en mars 1993; ➥ Évaluation finale achevée en août 1995; on attend les commentaires du Comité directeur des SMA.	Étude de l'initiative pangouvernementale visant à intégrer les personnes handicapées à la vie socio-économique canadienne.
Stratégie nationale pour la sécurité communautaire et la prévention du crime	➢ Justice (ministère responsable) ➢ Solliciteur général ➢ Gendarmerie royale du Canada ➢ Secrétariat du Conseil du Trésor	➢ 1994-1999 ➢ Cadre d'évaluation achevé en novembre 1994. ➢ Un rapport annuel doit être déposé chaque printemps (le premier a été remis au SCT le 31 mai 1995). ➢ Le CT a demandé un examen de mi-période d'ici août 1996 et un rapport final d'ici mai 1998.	Stratégie servant à coordonner une vaste gamme d'activités axées sur la prévention du crime, dont d'importantes initiatives en matière de sécurité communautaire et de coopération fédérale-provinciale-territoriale.
Stratégie nationale sur le SIDA	➢ Santé Canada (ministère responsable) ➢ Conseil de recherches médicales ➢ Service correctionnel	➢ Le CT a demandé de surveiller la Stratégie. ➢ Évaluation de mi-période : en cours, doit se terminer en décembre 1995. ➢ Rapport d'étape présenté annuellement.	Coordination des efforts nationaux destinés à contrer la propagation du SIDA, notamment au moyen d'activités de prévention et de sensibilisation.
Stratégie pour l'industrie canadienne de l'environnement	➢ Industrie Canada (ministère responsable) ➢ Environnement Canada ➢ Affaires étrangères et Commerce international ➢ Travaux publics et Services gouvernementaux	➢ Cadre d'évaluation achevé en juin 1995. ➢ Évaluation-bilan devant débuter à l'été de 1997.	Stratégie visant à mieux aider l'industrie de l'environnement à commercialiser ses technologies et à accéder plus facilement aux marchés nationaux et internationaux.

Stratégie	Ministères	Nature/état d'avancement de l'étude	Remarques
Vieillissement et personnes âgées	➢ Développement des ressources humaines ➢ Finances	➢ Vérification et évaluation (DRH). ➢ Examen (FIN). ➢ Il a été question de cette étude dans le budget de 1995.	Étude des défis et des occasions qu'engendre le vieillissement de la population canadienne, des services que réclamera cette population et des mesures à prendre pour offrir ces services.